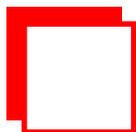


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 251 - 1,50 € - Février - Mars - Avril 2014



Pour l'Emancipation Sociale!



Ce n'est qu'un début...

On dit que l'humour est la politesse du désespoir. Faut-il donc mettre sur le compte de ce dernier le fait de titrer ainsi l'édito du numéro annonçant... la cessation de parution de la version papier d'«A Contre-Courant syndical et politique»? Oui et non !

Certes, ce n'est pas de gaité de cœur que nous avons pris la décision de mettre fin à une aventure de vingt-cinq ans (et même plus !) dans laquelle chacun d'entre nous a mis beaucoup du sien et aura laissé quelques plumes – et pas seulement celles usées à remplir les colonnes du bulletin... Décision difficile à prendre, plusieurs fois évoquée et repoussée au fil des dernières années, à laquelle nous avons fini par nous résoudre, en dépit des hésitations persistantes, de la douleur liée à la perte de l'œuvre commune, de la culpabilité aussi face à ce qui peut apparaître comme un renoncement, voire une désertion. De cette décision, nous exposons les raisons diverses dans les pages suivantes.

En faisant l'annonce de cette décision sur un mode humoristique, nous voulons aussi rester fidèle à l'esprit de notre démarche. Nous avons toujours cherché à faire sérieusement notre travail d'édition militante sans cependant jamais nous prendre tout à fait au sérieux et en n'hésitant pas à recourir à l'humour, à l'ironie et à la dérision contre nos adversaires, dans nos colonnes aussi bien que dans nos vignettes. Et ce n'est pas sous prétexte qu'on s'apprête à suivre le corbillard d'ACC qu'on va tirer des gueules d'enterrement.

Et, surtout, nous savons bien que la fin d'ACC, ce n'est pas la fin de tout. Et surtout pas du combat pour l'émancipation sociale qui a toujours été le nôtre... et qui le demeurera. Car ce combat continuera demain sans ACC (version papier) comme il s'est mené hier avec lui et (en toute petite partie) grâce à lui. Le monde dans lequel nous vivons va bien trop mal et fait bien trop de mal à bien trop de monde pour que les luttes contre lui s'arrêtent et pour que soit plus que jamais d'actualité l'affirmation de la nécessité et de la possibilité d'un autre monde, libéré de toutes les formes d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme tout comme de la dégradation des conditions naturelles d'existence de l'espèce humaine. A ces luttes, qui vont continuer, nous comptons bien continuer aussi à prendre part. On vous le disait plus haut : ce n'est qu'un début...

PS : Dans un monde où les faussaires sont légions, depuis les faux-monnayeurs jusqu'aux faux culs en passant par les vrais prophètes et autres sauveurs suprêmes autoproclamés, nous tenons à faire savoir que l'association A Contre Courant est et reste seule dépositaire du titre *A Contre Courant syndical et politique* qui ne saurait par conséquent être utilisé par qui que ce soit d'autre, sauf de manière abusive et sous forme d'usurpation. Nous continuerons à l'utiliser comme titre de la revue électronique d'informations et d'échanges sur le site <http://www.acontrecourant.org> où nous vous donnons rendez-vous. Qu'on se le dise ! Et nous serions ravis que de nouveaux titres fleurissent, comme brins de muguet en mai. Qu'on se mobilise ! ([voir p. 14 et 15](#)).



Dessin déjà paru en dernière page du n° 51 (février 1994) d'«A Contre Courant syndical et politique». Cette fois, c'est vraiment le dernier numéro.

Aux origines historiques et politiques d'ACC

La revue "A Contre Courant (syndical et politique)" a une histoire, qui est sa vérité politique : c'est celle de son projet, c'est-à-dire des intentions, des bases et des circonstances qui nous ont amenés à la fonder; c'est celle des efforts qui ont permis à ce projet de se traduire dans les faits pendant près de trente ans, ainsi que des aléas, voire des vicissitudes qu'il avait fallu surmonter pour cela; et enfin, c'est celle de son épuisement, voire de la dégradation du projet initial, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui. Et c'est ce qui nous amène, du fait même de la nature de notre projet politique, à y mettre un terme.



Dessin paru sur la dernière page du n° 3 (avril 1989) d'«A Contre Courant syndical et politique».

C'est la première apparition de Soeur Marie Thérèse des Batignoles (une créature de Maëster; 4 albums parus aux Editions Fluide Glacial) dans un numéro d'ACCsp. Son scepticisme iconoclaste, plusieurs fois étalé dans nos colonnes, n'était pas très éloigné du nôtre.

En effet, toutes les réalisations politiques finissent par disparaître, soit parce qu'elles sont balayées, soit par décomposition ou éclatement, soit - plus rarement - parce que leurs auteurs y mettent eux-mêmes un terme. Le pire en la matière est l'illusion de la survie, soit que la même réalité survive sous un autre nom (par exemple, une police politique "socialiste" peut succéder à une police politique tsariste, en recyclant ses agents et ses archives), soit que le même nom puisse couvrir des réalités bien différentes (par exemple, une "Internationale ouvrière" peut désigner une Association de révolutionnaires sans attaches, forts seulement de leurs idées, une coalition peu contraignante de Partis sociaux-démocrates officiels ou une officine de révolutionnaires professionnels, voire d'espions prêts à manipuler "tout ce qui est rouge et qui bouge").

L'autodissolution est une manière d'éviter une survie trompeuse.

Dans la suite de mai-juin 1968

Le projet politique d'ACC a germé dans l'esprit de militants formés dans et par les luttes des décennies 1960 et 1970. Même si, en France, mai-juin 68 en a marqué un incontestable sommet, ce moment révolutionnaire n'a pas été sans ambiguïtés, sinon sans contradictions. Sa double origine, étudiante et ouvrière, contenait des germes divers dont les plus néfastes ont été d'une part, la possibilité d'une génération carriériste, "avisée es-révolutions", dans tous les domaines de la vie intellectuelle, sociale et même économique (qui a été et demeure un agent important de la contre-révolution qui a suivi), et d'autre part, la possibilité d'une récupération politique majeure (dont les "Assises du socialisme" en 1974 ont clairement été le signal), ainsi que la floraison de multiples groupuscules anarchistes et surtout gauchistes, prétendant depuis lors et en dépit du bon sens, incarner le "Mouvement Social", et cela d'autant plus vivement que celui-ci est plus absent. Carriéristes, récupérateurs et gauchistes sont bien sûr plus souvent d'anciens "étudiants révolutionnaires" que des ouvriers des usines occupées, même si cette "génération" est aussi en passe d'être relayée.

Ce qui marquait par contre la décennie 1960, c'est l'hégémonie du PC et de la CGT dans le mouvement ouvrier français, dominé par des cadres de la Fonction Publique et une "aristocratie ouvrière" en mal de reconnaissance sociale, qui orientaient celui-ci principalement vers une lutte pour l'élévation du niveau de vie ouvrier et partant, vers une intégration à "la société de consommation" alors naissante en France. C'est pourquoi les premières luttes autonomes sont venues surtout des marges (numériquement importantes) du mouvement ouvrier, c'est-à-dire des secteurs peu qualifiés, du monde des O.S., pour lesquels l'enjeu immédiat était d'abord l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre les fameuses "cadences infernales" ; et c'est de là qu'ont pu naître les premières tendances vers l'auto-organisation des luttes et l'idée-projet d'autogestion des conditions de la production et du travail. Tendances longtemps souterraines, mais qui ont clairement émergé dans le "mouvement des occupations" en mai-juin 68, et qui se sont confortées pendant la décennie suivante. Il va de soi qu'elles ne pouvaient que se heurter au PC et à la CGT pour lesquels l'horizon (lointain, Guerre Froide oblige !) restait la planification centralisée et la discipline du travail, et dont le présent était surtout la lutte contre toute forme de "spontanéisme", c'est-à-dire d'auto-organisation ouvrière qui remettait en cause son hégémonie. La démonstration de ce fait, qui avait

cours depuis longtemps dans les usines, se fit à ciel ouvert pendant les "événements", et après : un "soviet", c'est-à-dire un conseil ouvrier, une assemblée de travailleurs, n'avait pas d'intérêt pour le PC s'il ne pouvait être contrôlé ou du moins manipulé (le premier "gauchiste" venu pense d'ailleurs la même chose, mais ayant moins de moyens, il doit davantage composer).

Et c'est là que la CFDT a pu jouer son éphémère rôle historique (nous parlons de son rôle positif, pas de sa fonction contre-révolutionnaire qui, elle, ne dure que depuis trop longtemps...). La liquidation de la CFTC n'avait pas

seulement un enjeu de déconfessionnalisation et de radicalisation, admettant la réalité d'une lutte des classes ; elle s'est traduite aussi par la mise en place de statuts démocratiques (qui justifieront en partie le D, mais qui ne surviendront pas longtemps au leadership d'Eugène Descamps), lesquels pouvaient permettre à des travailleurs combattifs, voire révolutionnaires, d'y trouver leur place tout en considérant seulement le syndicat comme un moyen de lutte, un instrument et non comme une fin en soi, une organisation à défendre envers et contre tout, voire un tremplin ou un boulevard pour une carrière; et donc encore bien moins comme une courroie de transmission politique ou un moyen pour contrôler les travailleurs en lutte et éviter leurs "débordements". Une brillante démonstration de ce qui avait été ainsi possible fut donné en mars 1977 encore, lorsque des ouvriers alsaciens, syndiqués ou non, dont certains seront des "fondateurs" d'ACC, ont pris en otage ... les automobiles de la collection de deux capitalistes abuseurs de biens sociaux, les dénommés frères Schlumpf, qui jetaient à la rue des travailleurs (et surtout des travailleuses) qui ne leur servaient plus ; ils en font un "musée sauvage" et forcé les instances de la CFDT peu enthousiastes, à les couvrir et à négocier avec l'État; un chef-d'œuvre tactique dans la lutte des classes, dont l'histoire reste à faire du point de vue ouvrier. De même, le paravent CFDT avait son utilité dans les usines où les stalinien de la CGT ne pouvaient plus tout se permettre avec des ouvriers révolutionnaires et où les thèses du contrôle

ouvrier et les thèmes autogestionnaires pouvaient ressortir de la clandestinité où les avaient jetés l'écrasement des Soviets et des *Arbeiterräte* après la Première Guerre Mondiale.

Contre la gauche de gouvernement et ses trahisons, le pari de l'auto-organisation et ses limites

La décennie 1970 fut marquée par de très grandes contradictions : le mouvement ouvrier français était au sommet de ses possibilités, malgré l'opposition entre les tenants de l'autonomie ouvrière et ceux qui acceptaient encore l'encadrement des stalinien; mais en face, le capitalisme, déjà largement internationalisé, déclarait sa crise (ce qui équivalait, en terme de lutte de classes, à une déclaration de guerre : fini le compromis social-démocrate, trop cher, inflationniste : on ressortait l'arme de destruction sociale massive, le chômage, c'est-à-dire les licenciements, les fermetures d'usines, les restructurations, les délocalisations...). Ce qui a obligé

les travailleurs à passer insensiblement d'une attitude offensive (sur les conditions de travail, sur l'organisation de la vie sociale) à une attitude défensive (pour le maintien des conquêtes récentes). En même temps, la Gauche politique et syndicale s'emploie à la récupération des énergies militantes en faisant mine d'adhérer à un programme de démocratisation de la vie sociale, municipale, régionale, de la vie dans les entreprises et de la planification (en mettant déjà largement en avant les réformes "sociétales" qui s'attaquent le moins aux intérêts du Capital, mais satisfont à peu de frais les classes moyennes "progressistes"). Cette récupération consistait à faire croire aux ouvriers et aux travailleurs en général que seule cette Gauche institutionnelle pouvait prendre en charge leurs revendications et les mener à bien, c'est-à-dire changer les rapports de pouvoir dans l'entreprise, dans l'État, dans la vie sociale, et même "*changer la vie*", comme disait le PS de l'époque.

Et cette Gauche arrive au pouvoir en 1981. Non seulement elle ne change en rien les rapports de pouvoir, mais elle n'assume même pas une fonction défensive contre les ravages de la crise capitaliste ; et c'est sous

Mitterrand que le chômage va monter en flèche et que les SDF deviennent une catégorie sociale à part entière ! La CFDT, dont la direction et l'appareil s'étaient déjà préparés à ce rôle responsable pendant la décennie précédente, devient alors une "courroie de transmission" à part entière du nouveau pouvoir et le PC un parti de gouvernement : sur le terrain du contrôle du mouvement ouvrier, le dispositif était bien bouclé.

C'est dans ce contexte et contre cette situation que va naître dans la vallée de Thann un petit collectif de militants décidés à ramer "contre le courant politique et syndical" dominant, espérant bien ne pas rester seuls dans cette galère. Pour s'amuser un peu et parce que ça sonnait bien, Pierre Wendling proposa de l'appeler le CLAC (Collectif de Lutte Anti-Capitaliste) de la région Thann-Mulhouse, dont la première manifestation publique sera la diffusion d'une brochure intitulée "*Critique de gauche de la Gauche*" (on peut lire la biographie de Pierre dans le n°146 de ACC qui est en ligne). Nous étions en 1984 et nous pensions que la Gauche politique et syndicale avait eu largement le temps de faire la preuve aux yeux d'un grand nombre de travailleurs de sa volonté de défendre le capitalisme et de son incapacité à changer quoi que ce soit (et surtout pas la vie - du moins, en mieux -), ce dont nous-mêmes n'avions jamais douté auparavant. Car ce qui nous paraissait important n'était pas tant de dire ce que nous pensions, mais de le faire partager au plus grand nombre de travailleurs qui avaient lutté avec d'autres perspectives pendant la décennie précédente, de contribuer à ce que d'autres, avec des options semblables, le fassent ailleurs et de nous faire connaître de ceux qui le faisaient déjà. C'est pourquoi nous avons alors "réquisitionné" les locaux de la CFDT à Mul-



house, en y organisant une réunion de 80 personnes, au grand dam des apparatchiks, pour faire connaître notre point de vue sur la Gauche en général et la dérive de la CFDT en particulier, sur la nécessité de la lutte anti-capitaliste et de l'auto-organisation ouvrière; nous en avons appelé à un *Renouveau Syndical* (premier titre de la revue qui deviendra ACCsp) pour rester audible pour ces militants CFDT, en rappelant surtout que le syndicat doit rester un moyen, un instrument de lutte au ser-

réflexion et traduit dans les faits ses thèses sur le syndicalisme interprofessionnel, embryon d'une auto-organisation sur une base locale et frein au corporatisme du syndicalisme par branche. De même, il considérait comme essentiel le fait que toute forme d'auto-organisation ouvrière se donne des moyens de réflexion et d'expression autonome, qui devaient servir non seulement à la propagation de ses idées, mais à la communication avec d'autres groupes de même nature. C'est pourquoi *Renouveau Syndical*, imprimé sur l'offset de l'Union Interprofessionnelle, était conçu non seulement comme un outil de diffusion d'idées, mais un Bulletin de liaison.

Il n'y avait bien sûr aucune exclusive dans ce choix et nous n'avons jamais imaginé constituer une fraction, une tendance ou même une opposition dans la CFDT (nous en avons croisé plus d'une par la suite et elles se sont toutes révélées stériles, n'arrivant jamais à dépasser la lutte d'appareil, et finissant du coup forcément dans la cooptation ou l'élimination) et nous étions bien sûr largement partisans du dépassement des clivages syndicaux français, même si le syndicat unique ne règle aucun des problèmes que nous rencontrons en France, là où il existe. Un petit nombre de militants nous ont alors rejoints, certains transitoirement et d'autres sont

restés, alors que le noyau initial du CLAC a subi des pertes rapidement aussi. Mais nous nous sommes rendu compte non moins rapidement que l'idée de l'auto-organisation et de la "démocratie de base", comme disait Pierre, avait déjà bien régressé dans la CFDT (ou même qu'elle n'avait jamais vraiment "pris", au delà d'une minorité). Nous nous étions aussi faits des illusions sur les (in)capacités de l'appareil : même s'ils n'étaient pas des léninistes, ils savaient tenir leurs troupes, faire barrage aux doutes qui s'insinuaient chez quelques-uns et vider les éléments vraiment gênants pour peu qu'ils occupaient une fonction qui avait un intérêt stratégique. Pour le reste, la CFDT est démocratique, comme on dit aussi à longueur de temps que l'est notre société : c'est-à-dire si peu.

Mais aujourd'hui encore demeure la question : comment un véritable changement politique et social peut-il avoir lieu si les travailleurs ne sont pas prêts et capables de prendre en mains leurs

intérêts, pour commencer dans leur syndicat, a fortiori dans leurs entreprises et dans la vie sociale ? Comment peuvent-ils soutenir "démocratiquement" des dirigeants ou des organisations qui les emmènent droit dans le mur, au lieu de s'auto-organiser, sauf dans les grèves, - et encore ? Sur quelle forme d'organisation collective et sociale peuvent déboucher les luttes d'aujourd'hui et de demain ? Et que faire du fait qu'une partie non négligeable de ceux qui sont répertoriés comme la "catégorie socioprofessionnelle" des "ouvriers" votent assez régulièrement pour la famille Le Pen ? Certes, contrairement à ce que les médias répètent, le vote FN est resté minoritaire au sein du monde ouvrier : il n'a jamais dépassé les 35% des suffrages exprimés et il est encore plus minoritaire, lorsque on l'on tient compte du fait qu'à peu près la moitié des ouvriers ne sont pas inscrits sur les listes électorales ou s'abstiennent, donc ne s'expriment pas ; ce qui cependant ne nous permet pas de savoir comment ils se situent par rapport aux thèmes et aux thèses politiques de l'extrême-droite. Il est évident aussi que les travailleurs ont aussi été amenés auparavant à voter nombreux pour un parti stalinien, et par la suite pour un parti "socialiste" qui tous deux n'allaient pas non plus dans le sens de leurs intérêts de classe; il est évident enfin que le vote n'est pas un reflet mécanique de la conscience de classe (il n'y a pas de toute façon de "vote révolutionnaire"). Mais tout de même, nous sommes obligés de nous demander aujourd'hui si notre énorme confiance pendant les années 1970 dans la "spontanéité ouvrière" n'était pas illusoire...

Le refus de tout avant-gardisme

Cette confiance s'accompagnait aussi d'un choix politique clair et commun à tous les membres du collectif (et elle le fondait en même temps) : dès le début, et aujourd'hui encore, nous avons refusé l'alternative avant-gardiste, et plus particulièrement le parti dans sa forme léniniste. Le parti ne peut être que l'embryon d'un appareil d'État, voire la matrice d'une nouvelle classe dominante. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de Parti Révolutionnaire, il n'y a eu que des partis visant le pouvoir d'État, ce pouvoir fût-il étiqueté "révolutionnaire". C'est pourquoi nous avons d'emblée exclu toute association avec des "groupuscules gauchistes" s'imaginant ou même se proclamant l'embryon du "Parti Révolutionnaire" (il ne peut évidemment y avoir qu'un, mais les candidatures ont été nombreuses !) et du coup dissuadé par



Publié sur la dernière page du n° 39 (novembre 1992) d'«*A Contre Courant syndical et politique*». Quelques-uns de nos doutes sont perceptibles...

vice des travailleurs et que la "ligne", les choix, les objectifs devaient se déterminer à la base et non dans les bureaux de ceux qui fréquentaient les cabinets ministériels, sinon les salons patronaux.

Pourquoi donc la CFDT ? Moins par illusions ou attachement sentimental - même si cela existait aussi chez certains d'entre nous - que parce que nous y étions la plupart depuis pas mal d'années, nous y connaissions du monde ou même nous y étions connus ; sur le fond, c'était surtout parce que c'est là que nous avions le plus de chance de rencontrer les travailleurs animés par l'idée de l'auto-organisation et la lutte pour l'autogestion des conditions de travail, voire le pouvoir ouvrier, ceux qui l'avaient rejoint dès la fin des années 1960 et pendant la décennie suivante. C'était l'esprit dans lequel agissaient les membres du CLAC qui aimaient les sections CFDT des "Potasses et Produits Chimiques de Thann" et de "Air Industrie" : Pierre y avait mené avec ses camarades une

notre discours leurs membres de nous rejoindre. Par contre, nous avons cru possible de collaborer avec des groupes (ou des individus) qui se réclament du courant libertaire, dans la mesure où leur objectif (lointain !) n'est pas le pouvoir d'État, mais sa suppression et où leur rapport immédiat à la démocratie "à la base" est différent.

Notre refus du léninisme et de ses avatars staliniens et gauchistes de tous poils, est motivé sur son postulat implicite : dans l'avant-garde révolutionnaire, "le savoir donne le pouvoir" dans l'organisation, puis en cas de succès révolutionnaire, donne à celle-ci le pouvoir sur le prolétariat et la société toute entière. Ce postulat est évidemment une justification illusoire et le stalinisme, le maïsisme ont montré ce

riat. *L'encadrement capitaliste* Editions L'Harmattan 1989 ; et en particulier le dernier chapitre: "la face cachée du socialisme" afin de ne pas prendre des vessies pour des lanternes). Le malheur historique est que cette avant-garde léniniste a totalement compromis l'héritage de la théorie critique de Marx sous le label de "marxisme", voire "socialisme scientifique", et plus encore comme idéologie officielle des supposés "socialismes existant" en URSS, en Chine "Populaire", au Vietnam et ailleurs encore; et elle a ainsi donné bien des arguments aux polémiques rageuses des intellectuels conservateurs, pour en arriver à un discrédit presque complet des apports de Marx. Et il suffit de constater ce que donne une critique de notre société qui prétend se dispenser de ces apports en s'intéressant un moment à l'idéologie invertébrée des écologistes dits "de gauche", qui par ailleurs reproduisent dans leur comportement politique au quotidien les pires excès et stupidités des sociaux-démocrates, des staliniens et des gauchistes de tous poils (ce sont bien sûr parfois les mêmes, simplement repeints en vert, mais les plus jeunes ne font guère mieux !)

Le fait est que la plupart des groupuscules d'extrême-gauche sont essentiellement composés de membres de la classe de l'encadrement, et les autres sont au moins dominés par eux. Sans tomber dans les pièges de l'ouvriérisme, mais sachant que la méfiance spontanée des ouvriers à l'égard des intellectuels "donneurs de leçons" et surtout pensant à la place des autres, était largement justifiée par l'histoire du mouvement populaire, le CLAC s'est voulu au départ un groupe essentiellement ouvrier. Mais ce principe n'a pas pu être maintenu car beaucoup d'ouvriers commençaient déjà à se démobiliser à l'époque (et certains

étaient brisés par la répression patronale, pour laquelle les "licenciements économiques" ont été fort utiles pour cela), d'autres - y compris les plus combattifs - étaient récupérés par les syndicats et une fois permanents, leur combativité s'émoussait assez fortement (il y a des exemples célèbres, et pas seulement à la CFDT !); ils étaient alors "protégés" contre les licenciements certes, mais comme la Mafia "protège" ses membres et ses victimes. Et ceux qui nous ont rejoints étaient rarement des ouvriers. Nous

avons cependant voulu remédier à toute forme larvée de "pouvoir intellectuel" dans le collectif en demandant à tous d'écrire autant que possible et surtout en discutant tous les textes qui, une fois acceptés, étaient publiés sans signature et engageaient tout le groupe. Ce principe, essentiel pour la démocratie interne, a tenu longtemps, mais s'est perdu aussi. Dans la seconde vie d'ACC, la plupart des textes étaient signés, souvent par les mêmes plumes, ou encore "importés" (parus ailleurs) : mais du coup, la revue devenait surtout une édition et une diffusion d'idées, ce qui était loin du projet initial. Aujourd'hui, nous voulons pour une dernière fois redonner vie à ce principe si essentiel.

La fusion avec la Gauche Autogestionnaire de Lorraine-Champagne

Bien avant cette dérive, c'est pourtant avec un groupe politique que le CLAC va faire alliance dès l'année 1985, la Gauche Autogestionnaire de Lorraine-Champagne (GALCh), animé par notre ami disparu en 1988, René Schulbaum et par Jean Fortchantre : une alliance dans laquelle chaque groupe gardait tout d'abord son autonomie politique, mais qui s'est traduit par des liens d'amitié réels et une publication commune, la première version de "A Contre-Courant", qui paraît en janvier 1986 et qui se voulait aussi un "bulletin d'informations, de liaison et de débats". Mais la GALCh était en réalité un groupe politique très spécial, en fait un collectif, en rupture avec le PSU, et qui avait depuis longtemps affirmé son autonomie et son implantation locale. Le PSU lui-même était sans doute le plus hétéroclite des partis politiques français (il suffit pour s'en convaincre de lire l'article qui lui est consacré sur Wikipedia) et donc, comme à la Samaritaine, "on y trouvait de tout", du pire et du meilleur. Cela tient au fait qu'il offrait une alternative à la mollesse social-démocrate, à la rigidité stalinienne et à la microscopie groupusculaire. Comme tout groupement qui se positionne plutôt aux ailes qu'au centre du dispositif politique, il servait d'abord d'école de formation politique aux jeunes qui y trouvaient des mentors de toute sorte; ensuite de tremplin comme l'a illustré emblématiquement le dénommé Rocard (mais il n'était pas le seul). Tout cela ne mériterait guère qu'on le rappelle s'il n'y avait plus que cela...

À la recherche d'un discours radical, mais se démarquant du PC (ce que les groupuscules léninistes n'avaient jamais réussi à faire, et pour

Brillant succès pour notre campagne "NUL C'EST PAS RIEN" :
2 169 171 bulletins nuls ou blancs au 2ème tour !



Et oui, mon brave : plus de 2000 (é)lecteurs par exemplaire ! La meilleure force d'impact de la presse française.

Paru sur la dernière page du n° 43 (en avril 1993, après les élections législatives), après une campagne en faveur du vote nul qui visait à souligner les limites de la démocratie représentative.

qu'il en était : "le pouvoir donne le savoir", et permet de liquider en même temps tout débat démocratique, et donc toute opposition dans le Parti et la société. Mais ce postulat condense aussi l'idéologie spontanée de la classe sociale qui apparaît organiquement avec le développement de la société capitaliste, une classe appelée par Alain Bihl (qui fait partie aussi des fondateurs d'ACC) la classe de l'encadrement (NB. si l'on veut encore aujourd'hui s'opposer sérieusement à la société existante, il faut absolument lire d'Alain "Entre bourgeoisie et proléta-

La gauche autogestionnaire

Le groupe politique «**La Gauche Autogestionnaire**» est issu du PSU au début des années 80, plus précisément après l'arrivée de Mitterrand à l'Élysée.

De nombreux militants de ce parti, refusant la dérive droite engagée par la direction - H. BOUCHARDEAU manœuvrant pour obtenir un poste ministériel, ce qu'elle aura - forment alors un groupe, minoritaires certes, dont une partie non négligeable décide de quitter le PSU au congrès de Vénissieux en 83. La GA est alors constituée de «dedans», essentiellement parisiens, et de «dehors» surtout provinciaux. Mais ce qui était prévisible est arrivé : les «dedans» suivent la direction pour rejoindre le PS. Ne restait plus alors qu'un groupe très minoritaire : quelques parisiens et d'ex adhérents se réclamant toujours de la lutte de classe et de l'autogestion, ces derniers basés en Champagne-Ardenne, en Lorraine et dans le sud de la vallée du Rhône (peu nombreux). Ce mouvement était impulsé notamment par R. SCHULBAUM, ex-membre du Bureau National du PSU.

Très vite cependant il ne resta qu'un groupe sans capacité de pouvoir peser sur le cours des choses : le recentrage syndical et politique, prélude à l'avènement du social-libéralisme. Les tentatives d'élargissement s'avèrent infructueuses, l'espoir mitterrandien s'étant converti en déception chez les masses populaires.

La fédération haut-marnaise du PSU s'était dotée d'un journal : «**Le Réveil Socialiste**» qui dès décembre 84 portait en bandeau la mention «**Gauche Autogestionnaire**». Après la disparition de ce journal, apparaît un bulletin en 87 édité par la «**GA**», intitulé «**Pour l'Autogestion**» qui sort 6 numéros jusqu'en octobre 88.

Les tentatives de rapprochement, voire de fédération avec d'autres groupes comme l'OCL n'aboutissant pas, c'est vers le CLAC (*Collectif de Lutte Anti-Capitaliste*) de Thann-Mulhouse (68) que finalement se tourne la GA. Ce groupe publie déjà un bulletin «**Renouveau Syndical 68**». Des diverses rencontres entre GA et CLAC naîtra en janvier 86 un périodique «**A Contre-Courant**» (8 numéros jusqu'en avril 88), pour aboutir en été 88 à la fusion de «**Renouveau Syndical 68**» et de «**Pour l'Autogestion**» en un périodique commun qui deviendra rapidement le mensuel «**A Contre Courant syndical et politique**» dont on annonce le décès aujourd'hui.

cause !), le PSU relance les thèmes de l'autogestion et du pouvoir ouvrier. Certes, en se référant à l'exemple yougoslave, l'autogestion du PSU ne dépassait guère la perspective d'une cogestion, voire d'une "participation" à la marche des entreprises et de la société, mais tout comme la thématique de la CFDT première manière, elle pouvait aussi être "gauchie" en une perspective d'auto-organisation des travailleurs et de Conseils ouvriers (et autres). Ce qui était bien la conception de nos camarades de la GALCh. Mais en réalité, le PSU proposait par là-même un nouveau projet politique et une nouvelle version idéologique à la classe de l'encadrement, sur laquelle il s'appuie explicitement pour la première fois, en faisant des "cadres et techniciens" ni plus ni moins que la "*nouvelle classe ouvrière*" (Serge Mallet) et donc un sujet révolutionnaire ! Après les "Assises du Socialisme" et les multiples ralliements des "psuistes" au PS, cette politique et cette idéologie s'affirment explicitement comme une "Deuxième Gauche" (que nous avons dénoncée dès 1979 comme "*la néo-social-démocratie*", dans un livre paru sous ce titre), qui est devenue hégémonique dans la gauche française jusqu'à nos jours.

Cette "Deuxième Gauche" a assez rapidement justifié l'abandon de toute perspective révolutionnaire au nom de la "*lutte contre le totalitarisme*"; son objectif intellectuel était de liquider toute référence à la pensée de Marx au sein des mouvements politiques, syndicaux et sociaux et elle y a largement réussi. Elle engageait de fait la classe de l'encadrement dans une alliance avec la classe capitaliste (par exemple dans des officines de "réflexion" - des "think tanks" - comme le Club Saint-Simon que nous dénoncions dès l'époque !) et porte dès lors de lourdes responsabilités historiques dans la "droitisation" de l'ensemble de la thématique politique et donc dans la promotion de celle du Front National, tant elle rendait et rend encore littéralement inaudible tout discours dit de "gauche" (nouvelle manière) dans les classes populaires.

En avril 1988, le CLAC et la GALCh décident de fusionner en devenant officiellement cette fois-ci une Association de type 1901. René Schulbaum, du haut de sa vieille expérience politique, avait insisté sur cette officialisation "*qui pourrait servir un jour*", et Jean Fortchandre en est devenu le président. Cette fusion était possible parce qu'il existait un accord politique réel entre nos deux collectifs, et nécessaire car ceux-ci s'étaient déjà affaiblis. Nous allons nous affaiblir encore cette année avec la disparition de René dont

l'humour et les "coups de gueule" nous ont beaucoup manqué. La conséquence principale de la création de l'association a été l'arrêt des publications précédentes (*Renouveau Syndical* - 32 numéros tout de même ! -, *Pour l'Autogestion* et ... *A Contre Courant*). Nous avons bien sûr décidé de reprendre le titre du bimestriel déjà commun aux deux collectifs, en y ajoutant la précision "*syndical et politique*" pour souligner notre volonté de rupture avec tout ce qui se faisait jusque là sur ces deux terrains. Notre ambition était alors plus que jamais de tisser des liens avec tous ceux qui voulaient rompre collectivement ou individuellement avec la social-démocratie, le stalinisme, le gauchisme, l'écologisme dit politique, la néo-social-démocratie ou le syndicalisme classique, mais qui restaient sur des positions clairement anti-capitalistes et se situaient dans l'axe de l'auto-organisation des travailleurs pour la création d'une nouvelle société.

Mais les années ont passées et "ce que ACC a été" et ce que la revue est devenue, est largement évoqué dans [l'article suivant de ce dernier numéro](#). Il s'agissait seulement ici de montrer "ce que nous voulions faire", pourquoi et contre quoi, et le choix d'en finir en beauté avec 250 numéros⁽¹⁾ s'en déduira aisément.

¹⁾ Car le n°1, réalisé pour l'obtention de l'agrément CPPAP, n'a pas été diffusé.

ENCORE PLUS FORT QUE LES ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE...

"A
CONTRE
COURANT",
LORS
DE SON
CONGRES,
AU TOUT
DEBUT
AVRIL,
DECIDERA...



**UNE RECOMPOSITION
DERRIERE ALAIN POHER**

Paru le 1er avril 1994, sur la dernière page du n° 52.
Sans ambition ni affiliation, nous n'étions pas obligés de nous prendre trop au sérieux...

Pourquoi nous cessons de paraître

L'annonce de la cessation de parution en version papier d'*A Contre-Courant syndical et politique (ACCsp)*, après vingt-cinq ans d'existence, surprendra sans doute la plupart de ses lecteurs, anciens ou plus récents. Certains d'entre eux ont cependant pressenti que *ACC* traversait une crise depuis quelques mois, alertés qu'ils étaient par la disparition de certains noms de la composition de son comité de réalisation; et ils nous l'ont fait savoir. Cette crise n'a cependant représenté que l'épilogue, événementiel, d'un long processus dont les raisons sont multiples, en partie internes, en majeure partie externes.

Une époque contre-révolutionnaire

Nous ne vous apprendrons sans doute rien en vous disant que nous vivons depuis au moins la fin des années 1970 une situation contre-révolutionnaire. Les colonnes d'*ACCsp* en ont amplement détaillé et analysé les facteurs. Faisant suite aux luttes prolétaires et aux mouvements contestataires qui ont culminé à la fin des années 1960 en ébranlant un moment le pouvoir capitaliste en Europe occidentale et en Amérique du Nord, préparée par l'ouverture au milieu des années 1970 d'une crise structurelle du capitalisme mondial qui n'est toujours pas résolue, cette contre-révolution a pris essentiellement la forme des politiques néolibérales qui ont déferlé partout à partir de la fin de cette même décennie. A coup de restructurations de l'appareil productif, de libéralisation de la circulation internationale du capital sous toutes ses formes, de déréglementation de tous les marchés, y compris et surtout celui du travail, synonymes d'un fort taux de chômage permanent, d'un développement de toutes les formes d'emploi précaire et de flexibilisation de l'usage de la force de travail, d'austérité salariale, le tout impliquant une paupérisation au moins relative des salariés, avec son cortège de misère matérielle et morale, ces politiques ont instauré un rapport de

forces sans cesse plus favorable au capital et défavorable aux travailleurs dans les anciennes formations capitalistes centrales. Tandis que, simultanément, elles ont opéré un redéploiement de l'appareil productif permettant au capital de se valoriser à meilleur compte dans certaines zones des anciennes formations périphériques ou semi-périphériques.

Cette offensive néolibérale n'aurait cependant jamais pu s'avancer aussi loin et aussi vite si elle n'avait pas su exploiter les faiblesses du mouvement ouvrier dans les anciennes métropoles ouest-européennes et nord-américaines. Pris dans les rets institutionnels du compromis fordiste, pétrifié organisationnellement par sa bureaucratization et fossilisé idéologiquement par un réformisme social-démocrate de plus en plus édulcoré ou sa subordination au soi-disant «*socialisme réellement existant*» (avant même que ne s'écroule le mur de Berlin et que n'implose l'URSS), il n'a pas été capable, dans le meilleur des cas, de s'opposer à l'offensive néolibérale et s'est trouvé progressivement lui-même littéralement balayé par cette dernière. Dans le pire des cas, tournant casaque, il s'est même fait le complice honteux ou éhonté de cette offensive, en sauvant ainsi la mise sinon de sa base, passée par profits et pertes, du moins de ses cadres et dirigeants, de leurs prébendes et sinécures.

avènement d'une nouvelle sagesse, intégrismes religieux de tout poil et de tout voile, complotisme tous azimuts, critique de la science sous prétexte des excès scientistes, etc. Autant de symptômes d'une tendance à la régression idéologique par ailleurs alimentée par l'emprise croissante de l'hypermodernité capitaliste sur des esprits d'autant plus fragilisés que leur égocentrisme et leur narcissisme peuvent désormais se parer de tout un appareillage *high tech* qui fait que, littéralement parlant, le moindre des nombrils peut se transformer en centre du monde.

Ce que *ACCsp* a été

En intitulant *A Contre-Courant syndical et politique (ACCsp)*, notre bulletin né à la fin des années 1980, nous affichions crânement notre intention de nous opposer à tout cela, sans imaginer cependant combien le dit courant contre-révolutionnaire allait devenir impétueux, multipliant les terrains d'intervention, emportant les digues censément dressées contre lui les unes après les autres, épuisant l'énergie et décourageant les efforts des uns après les autres. Nous ne pouvions pas mesurer, au départ, l'ampleur de la tâche que nous entreprenions sans quoi nous ne l'aurions sans doute jamais entreprise.

L'aspect le plus immédiat de cette tâche consistait à constituer un groupe permettant à ses membres de continuer à partager un certain nombre d'expériences et de références communes : expériences des luttes et des victoires passées, références à la nécessité d'un monde libéré de toute forme d'oppression et à la possibilité de son avènement, références aux moments révolutionnaires qui ont manifesté cette possibilité, références à un certain corpus théorique commun, etc. Un groupe soudé par la complicité, la camaraderie, la fraternité même, sachant partager joies et peines, discussions aussi bien que libations. Car nous n'aurons jamais sacrifié les plaisirs de la table et la nécessité du rire au sérieux de l'analyse et du travail politique. Sans cette convivialité re-



Pour compléter le tableau de cette situation contre-révolutionnaire, ajoutons que, en conséquence de tout ce qui précède, on a assisté au cours des trois dernières décennies à une remontée des idéologies conservatrices et réactionnaires de différents types en Europe : xénophobie et racisme, extrémisme de droite, retour du/au religieux salué comme

construite à chaque rencontre, nous n'aurions jamais tenu aussi longtemps – et nous n'aurions pas non plus surmonté les désaccords et les crises internes. Car il y en eu quelques-unes, et de mémorables...

Nous nous proposons aussi d'être un groupe militant intervenant dans son aire d'implantation pour soutenir et éventuellement impulser des luttes émancipatrices. Avec de nombreux autres, nous avons évidemment pris pleinement notre place dans les rares mobilisations d'ensemble de la période (les grèves de novembre décembre 1995, les mobilisations contre les "réformes" des régimes de retraite de 2003 et 2010, la campagne contre la



Publié en dernière page de
«A Contre Courant syndical et politique»
n° 43 (février 1993)

ratification du projet de traité constitutionnel européen en 2004-2005, le mouvement contre le CPE en 2006), tout comme nous avons cherché à implanter et dynamiser localement quelques mouvements de dimension nationale (AC !, Ras l'Front, le comité pour l'abolition des dettes publiques).

Bon nombre de nos initiatives éditoriales ont connu un certain retentissement. Vous pourrez les retrouver sur notre site, où [tous les numéros parus seront en accès libre](#); plus d'une centaine le sont déjà.

Pendant plus de dix ans d'une lutte finalement victorieuse, nos publications ont relayé les activités du comité de soutien à un enseignant muté d'office - membre de notre équipe - qui était devenu la cible de représailles politiques après son éviction de ses

responsabilités du SGEN-CFDT et le retour de Chirac à Matignon en 1986; nous ne nous sommes pas fait que des amis lorsque nous avons dénoncé vigoureusement certaines dérives de l'ultra-gauche qui faisaient leur réapparition au sein même de Ras l'Front; nous avons cherché à promouvoir le vote nul pour mettre en évidence les limites de la «démocratie» représentative; etc.

Et nous avons été à l'initiative de quelques mobilisations et luttes locales. Sans être négligeable par moments, notre bilan sur ce plan a cependant d'emblée été modeste. Outre que nous n'avons jamais dépassé la douzaine de personnes à nos réunions (la plupart du temps, nous nous sommes même retrouvés moitié moins), nous avons toujours souffert du handicap d'être géographiquement dispersés pour des raisons professionnelles et familiales, ce qui entravait singulièrement notre capacité d'intervention sur le terrain. Sans compter la pente déclinante des luttes...

Rapidement donc, notre activité s'est pour l'essentiel réduite à la publication d'ACCsp. Celle-ci n'était pas initialement conçue comme une fin en soi. Au contraire, dans notre esprit, il s'agissait essentiellement d'un moyen de diffuser des idées et des analyses devant permettre la formation, l'extension et la densification d'un réseau de groupes comme le nôtre, sur la base d'une communauté de références et de pratiques politiques. C'est pourquoi nous avons toujours accepté que participent à notre comité de rédaction des camarades appartenant à d'autres groupes ou organisations (en veillant cependant à ne pas nous laisser noyauter ou même seulement satelliser) tout comme nous avons longtemps organisé ce que nous nommions ironiquement notre «université d'été» dans notre vallée vosgienne préférée qu'un certain nombre de nos lecteurs, actuels ou passés, ont fréquentée. Ils pourront confirmer que la convivialité d'ACC n'était pas un vain mot... Et nous avons inversement fait de nombreuses fois des déplacements pour répondre à de semblables invitations. Cela nous a certes valu de voir régulièrement certains camarades nous rejoindre, compensant ainsi des départs dus à différentes raisons, pas toutes politiques. Mais cela n'a cependant pas suffi à conférer au réseau précédemment évoqué suffi-

La cheville ouvrière

La vie d'ACC a été loin d'être «un long fleuve tranquille» ! Encore a-t-il fallu, pour lui donner vie et reproduire sur papier nos idées géniales, généreuses, utopiques, révolutionnaires, folles, etc, etc, des soutiens pour faire concrètement le travail manuel. On peut même dire sans crainte d'être démentis que, sans cela, notre débauche de réflexions intellectuelles serait restée au stade de vœux pieux.

J'ai rarement pris la plume, trop rarement même, malgré les demandes insistantes de mes camarades. Je ne leur jetterai donc pas la pierre puisque j'avais accepté, de fait, la division du travail entre «intellectuels» et «manuels». J'ai donc été aux sens propre et figuré du terme, une des petites chevilles ouvrières de la glorieuse revue ACCsp.

Une fois que d'autres avaient passé plusieurs dizaines d'heures de travail de saisie, de mise aux normes des adresses, de fabrication du jeu d'étiquettes, de préparation de routage, de facturation, j'étais chargé de l'étape d'impression.

J'ai imprimé, à la suite de notre ami Pierre Wendling, pendant plusieurs années, mois après mois notre journal ou revue. Jamais personne d'ailleurs n'a su dire clairement si c'était plutôt un journal ou une revue, ou l'inverse ! Peu importe ! Mais j'en profite un peu maintenant pour faire découvrir à nos fidèles lectrices et lecteurs l'envers du décor.

Ainsi, la confection d'un seul numéro de 16 pages représentait 24000 passages avec machine, plus 1500 pour imprimer le titre de couleur rouge, qui vous envoi généreusement dans les 80 à 85 décibels dans les oreilles, cela pendant 5 à 7 heures que durait le tirage. Ultime petite précision : la machine était, et est encore logée dans une de nos chambres à coucher, plus exactement au pied du lit tandis que les stocks de papier vierge s'empilaient dans notre propre chambre et parfois sous le lit.

Cette opération d'impression terminée, je procédais à l'assemblage, manuellement, pendant de nombreuses années, souvent seul, ou aider de temps en temps. Juste pour vous donner une petite idée : imaginez-vous un instant avec 8, 9 ou 10 piles de papier devant vous, d'une hauteur de 16 à 18 cm chacune; vous prenez une feuille de chaque pile qui après assemblage, agrafage en coin forme une revue et la répétition de cette opération 1500 fois. Au bout de 6 à 8 h de labeur, l'assemblage du numéro

samment de vitalité ; et, hormis un long compagnonnage de route avec Alternative libertaire (nos éditos respectifs ont été régulièrement publiés dans nos deux revues), nos tentatives pour nouer des contacts n'ont guère été fructueuses, si l'on veut excepter les liens, assez brefs, noués avec les équipes de *Carré Rouge*, d'*A l'Encontre* et, ceux, beaucoup plus longs, établis avec quelques militants des *Amis de l'Émancipation Sociale*.

Là encore, il faut y voir le poids d'une dynamique contre-révolutionnaire qui a accentué - y compris probablement dans nos rangs, mais aussi chez ceux avec lesquels on aurait pu faire un bout de chemin ensemble - une forme de repli sur soi résultant en partie des difficultés à assumer les tâches pratiques de coordination qu'auraient impliqué des rapprochements plus durables. Résultant aussi du fait que nous n'avons guère ren-

res... qu'il suffisait de mettre en oeuvre pour en apprécier toute l'efficacité...

Est donc restée la seule publication périodique d'ACCsp, bien sûr censée s'autogérer. Défi immense que celui de sortir un tel bulletin à raison de dix numéros par an (parfois onze, en comptant le fac-similé de prospection), de dix, douze puis seize, dix huit, voire vingt pages par numéro et d'en diffuser quelque quinze cents exemplaires par numéro. Défi que d'assister aux réunions en parcourant jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres. Défi que de remplir les colonnes d'ACCsp en rédigeant des articles originaux sur quelques-uns des sujets d'actualité présentant un intérêt du point de vue de l'avancée ou (malheureusement plus souvent) du recul des luttes émancipatrices. Ou de choisir et de reprendre des articles n'émanant pas de membres du comité de réalisation, éventuellement déjà publiés mais dont

l'intérêt commandait qu'on en amplifie la diffusion (c'était là une autre manière de tisser les liens du réseau que nous tentions de mettre sur pieds). Défi surtout de confectionner le bulletin au moindre coût, demandant un travail d'impression⁽¹⁾ et d'assemblage qui, en dépit de l'amélioration de notre matériel, a constamment coûté de longues heures à chaque numéro pour assurer une fabrication intégralement «maison». On vous laisse imaginer la détermination dont il fallait faire preuve pour s'attaquer 10 ou 11 fois par an à près de 70 kg de papier, feuille après feuille, donc 5 grammes après 5 grammes, lors de «l'assemblage», à la main, de chaque numéro (voir encadré); il n'y a que ces deux ou trois dernières années qu'on a pu faire régulièrement appel à une machine à assembler. Défi encore que celui consistant à répondre régulièrement aux courriers, à gérer le fichier des abonnés, pour le mettre à jour et pour relancer périodiquement les anciens abonnés, en prospector sans cesse de nouveaux ; sans contester la tâche la plus fastidieuse et la plus chronophage de toutes. Défi enfin que celui de diffuser le bulletin en surmontant les tracasseries d'une administration de la Poste sans cesse plus pointilleuse et arbitraire dans ses exigences de routage à l'égard d'une presse militante dont elle rêve de se débarrasser ; comment évaluer le temps consacré, l'énergie et les compétences informatiques qu'il a fallu déployées

complet du mois est terminé. Combien de millions de feuilles ai-je assemblé ? 1 million, 2 millions, plus ? Peu importe ! J'y croyais, et seul, la foi dans l'action, pas celle du charbonnier, mais celle du militant m'a permis de renouveler cette tâche au fil des années, certes pas très noble mais indispensable parmi d'autres pour permettre à ACC de vivre.

Après l'assemblage, il fallait plier chaque numéro afin que l'un d'entre nous appose l'étiquette et finalise le routage, domaine en principe «réservé» à Bernard, quand il n'incombait pas, en partie, à d'autres soutiers polyvalents (assembleurs, agrafeurs, plieurs, routeurs) recrutés pour faire fonctionner ce que l'on appelait «l'atelier clandestin», mais dont les noms ont rarement été mentionnés dans le «comité de réalisation». Ah oui, j'allais oublier : assemblage, pliage et étiquetage se faisaient sur les tables de la salle à manger et de la cuisine. Autrement dit, une fois par mois, notre maison appartenait à ACC et cette journée bien remplie se terminait autour d'une assiette et d'une bonne bouteille ! Cela était devenu une tradition à laquelle nous dérogeions rarement.

Au moment de tourner la page, je ne regrette pas tous les efforts, voire parfois sacrifices consentis, car cette aventure m'a permis de magnifiques rencontres et surtout d'apprendre ce que jamais aucune école n'aurait pu m'enseigner : l'engagement.

Bien sûr, ce ne sont pas seulement les dernières réunions mensuelles d'ACC qui me devenaient de plus en plus pénibles à vivre et commençaient à ressembler à une corvée, qui ont pesé dans ma décision de «tourner la page» mais un ensemble de causes qui, mises bout à bout, finissent par «détruire» un militant «aguerri», ou qui du moins, croyait, ou pensait l'être !

Ultime précision : aucun d'entre nous ne s'est enrichi financièrement, bien au contraire ; cela va de soi, mais c'est encore mieux de l'écrire !

Daniel

pour adapter notre fichier électronique d'adresses aux normes drastiques progressivement imposées ?

Une somme immense de travail à chaque fois, pris sur les heures de loisirs des uns et des autres, et bien évidemment totalement bénévole. Une rage accumulée aussi, face au véritable sabotage de tous ces efforts orchestré par les libéraux privatiseurs de La Poste et fossoyeurs de la presse libre; une rage qui explique la radicalité des propositions à mettre en oeuvre énoncées ces dernières

DES LEUR ARRIVÉE EN ALSACE
DES ENARQUES NOUS ONT
GENTIMENT CONSEILLÉS



Publié en dernière page du n° 33 (avril 1992)

contré de groupes donnant un exemple séduisant de dynamisme autogestionnaire ni de succès et de pertinence politiques.

A tous les coups, parmi nous, comme au sein des équipes que nous rencontrions, dans le terme «autogestion» c'est la dimension «gestion» qui posait problème. Sans que cela soit clairement dit, puisque c'était toujours camouflé derrière des envolées, belles et unanimes, vantant les avantages démocratiques et les vertus émancipatrices des pratiques autogestionnaires.

anciens abonnés, en prospector sans cesse de nouveaux ; sans contester la tâche la plus fastidieuse et la plus chronophage de toutes. Défi enfin que celui de diffuser le bulletin en surmontant les tracasseries d'une administration de la Poste sans cesse plus pointilleuse et arbitraire dans ses exigences de routage à l'égard d'une presse militante dont elle rêve de se débarrasser ; comment évaluer le temps consacré, l'énergie et les compétences informatiques qu'il a fallu déployées

années dans nos colonnes pour défendre la «[petite presse libre en danger](#)» (voir [pages suivantes 14 et 15](#)).

Le doute n'est pas permis : il y a trois décennies, malgré notre fougue et notre jeunesse, nous n'aurions pas pu paraître longtemps si nous avions été immédiatement confrontés à tous les obstacles réglementaires progressivement mis en place par la Poste et la CPPAP.

Pourquoi ACCsp ne peut plus être

Le miracle est que nous soyons parvenus à relever tant de défis pendant près de trente ans avec les moyens très limités pour ne pas dire dérisoires qui étaient les nôtres. Mais, si nous avons été capables de tenir si longtemps, pourquoi lâcher maintenant ?

Il nous arrivait de nous dire tout bêtement : en l'absence de relève (la moyenne d'âge au sein du comité de réalisation dépasse nettement la soixantaine), il va bien falloir se décider à fermer la boutique un jour ! Toujours les mêmes effectuant toujours les mêmes tâches, sans qu'on puisse envisager ni répit ni rotation, voilà qui ne porte guère à l'enthousiasme. Une certaine forme de découragement a pu résulter, aussi, d'un regard (trop ?) lucide sur un monde où la jeunesse ne donne pas l'impression, elle, de vouloir franchement affronter ce système qu'on affronte depuis des décennies. Alors, si, décidément, l'horizon reste bouché, à quoi bon continuer à s'obstiner ?

Dans un climat où les tensions internes devenaient plus difficiles à surmonter, certains d'entre nous ont, ces derniers mois, manifesté leur désir d'alléger leur charge de travail à l'intérieur du comité de réalisation d'ACCsp voire de s'en trouver libérer purement et simplement. Y ont contribué leur avancée en âge et, plus sûrement encore, une forme de découragement à l'égard du peu de résultat obtenu au regard de l'ampleur de leur investissement et, surtout, de l'immensité des défis que nous lance un monde qui ne cesse d'aller de mal en pis au fur et à mesure où la contre-révolution continue à se développer.

Nous n'avons pas souvent rencontré de difficultés à remplir nos colonnes d'articles de notre cru, sauf, parfois, quand notre éditorialiste attiré renâclait à se sacrifier à la tâche... Mais la pertinence et l'originalité de nos textes ont pu pâtir au cours des ans de notre vieillissement et de ses éventuels effets délétères en matière d'énergie ou de clairvoyance. Si, en

interne, la question a pu faire l'objet de quelques observations plus ou moins gentilles, on n'a pas vu, en tout cas, de lecteurs qui nous l'aient reproché. Les échanges pouvaient carrément tourner à l'aigre ces derniers mois quand le maquettiste faisait sentir un peu trop lourdement que, à chaque numéro, il disposait, en réserve, de quoi doubler la pagination... mais avec des textes repris d'auteurs «externes» qui suscitaient souvent davantage d'intérêt de la part de nos lecteurs que la «banale» production interne.

On ne culpabilise pas pour autant. Que notre «oeuvre» ait été entachée d'insuffisances est parfaitement compréhensible : une poignée (au sens littéral, et même quelquefois moins) de militants ne peuvent prétendre *sérieusement* éclairer systématiquement de leurs lumières analytiques et critiques des phénomènes aussi divers et complexes que la crise écologique générale, les méandres d'une crise de surproduction capitaliste qui ne cesse de rebondir, la dynamique des «révolutions» en cours dans les pays arabes, la montée des mouvements d'extrême droite, etc, tout en s'efforçant, sur le terrain, de mettre en pratique les considérations théoriques développées dans nos colonnes.

Il faut bien aussi constater également que notre lectorat a vieilli en même temps que nous. Le nombre de nos *nouveaux* abonnés a beaucoup fléchi, notamment ces derniers mois, alors qu'il avait considérablement augmenté au cours de la décennie 90 pour se stabiliser ensuite, depuis l'année 2002, avec quelques légères fluctuations à la hausse comme à la baisse⁽²⁾. Nous sommes assez mal placés pour dire si cette influence stagnante depuis plus d'une décennie résulte d'une qualité d'ACCsp perçue comme étant insuffisante. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que nos abonné-e-s fidèles n'ont pas cessé - bien au contraire - de nous faire des compliments aussi bien sous la forme d'encouragements écrits que sous la forme d'une augmentation de leur soutien financier qui a permis jusqu'ici de compenser les hausses vertigineuses de certains coûts, comme les tarifs postaux.

La baisse récente du nombre de nouveaux abonnés ces derniers mois peut aussi s'imputer aux difficultés

croissantes que nous avons rencontrées à faire de la prospection, du fait, encore une fois, des obstacles dressés par la Poste. Elle pourrait s'imputer aussi au contexte inquiétant où l'on voit le nombre de lecteurs de la presse écrite littéralement s'effondrer pour certains titres, ce qui n'était quand même pas notre cas, grâce, répétons-le, à la fidélité remarquable de nos plus anciens abonnés. Quelle que soit l'interprétation que l'on donne - et sur ce point aussi nous avons eu en interne de vifs débats -, une chose est sûre : **la conjugaison de cette baisse globale du nombre d'abonnés et de l'augmentation des tarifs postaux au 1^{er} janvier 2014 nous aurait obligés à paraître en supportant un déficit financier à chaque numéro. Un déficit qui se serait encore alourdi lors des prochaines étapes d'application du «protocole Schwartz» (voir [pages suivantes 12 et 13](#)).**

En somme, ACCsp est une formule qui stagne depuis plus de dix ans sans que les militant-e-s qui l'ont porté parviennent à lui donner un nouvel élan. C'est qu'il aurait fallu des qualités vraiment exceptionnelles à notre petit

**Notre plus fidèle lectrice,
Soeur Marie-Thérèse des Batignolles*,
est toujours restée critique :**



groupe pour parvenir à résister indéfiniment à l'hostilité multiforme et grandissante du contexte tout en gardant suffisamment d'énergie pour convaincre et progresser «à contre courant».

C'est donc au bout d'un long processus et de nombreux épisodes -



Paru en dernière page du n° 204 (mai 2009) d'«A Contre Courant syndical et politique», rubrique «Le Capital dans tous ses délires»

dont, pour des raisons évidentes, une partie seulement a pu paraître dans nos colonnes ces derniers mois - que l'assemblée générale de l'association A Contre-Courant⁽³⁾, éditrice d'ACCsp et dépositaire de son titre, s'est finalement résignée à décider la cessation de parution.

Certes, quelques membres du comité de réalisation prétendent toujours pouvoir surmonter les difficultés, maintenir malgré tout cette formule, et continuer à faire paraître ACCsp. Pour être crédibles - ne serait-ce que sur un plan strictement matériel - il eût au minimum fallu qu'ils acceptent de prendre en compte certains obstacles matériels et qu'ils aient montré quelques compétences particulières à sortir le bulletin de l'ornière dans laquelle il est resté ces dix dernières années. Ni eux, ni personne au sein de l'équipe, n'a su atténuer les tensions qui deviennent forcément plus vives dès lors que les difficultés s'accroissent. On a même pu s'interroger parfois sur les capacités que nous avions encore à respecter les principes politiques et démocratiques de nos origines...

En militants malgré tout avisés que nous restons, et en gestionnaires consciencieux que nous avons toujours été - c'est aussi une explication de notre longévité -, nous préférons nous arrêter avant que nos caisses se vident et que notre moral soit complètement à plat. D'autant qu'en défen-

seurs acharnés de la liberté d'expression, notamment écrite, nous nous disons que nous pourrions encore - autrement qu'avec des slogans et des appels à s'abonner à notre revue parce qu'elle serait la meilleure - utiliser ce qui nous reste de moyens pour soutenir la «petite presse libre en danger» et ce, conformément aux statuts de l'association éditrice que nous avons créée il y a presque trente ans (voir [nos propositions pages 14 et 15](#)).

De plus, nous conservons des moyens d'expression. En effet, dès la fin des années 1990, nous avons franchi le pas de la «modernité» en nous installant sur la toile avec le site (<http://www.acontrecourant.org>). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est à ce moment là que son efficacité pour l'impact et la diffusion d'ACC a été la

meilleure. Pourtant, la technique de mise en ligne, d'une maîtrise plus délicate qu'aujourd'hui, nous amenait à l'époque à ne publier que du texte brut. En tout cas, il ne se passait pas une semaine sans que plusieurs internautes nous sollicitent pour recevoir un ou deux exemplaires papier d'ACCsp, avant de s'abonner. A ce moment là, l'*auxiliaire* Internet qui permettait de nous faire connaître plus largement a bien joué son rôle.

Les choses ont changé : si le site est devenu aujourd'hui beaucoup plus riche et attrayant, tout porte à croire que, comme des milliers d'autres, il n'est consulté, sauf exceptions (deux ou trois sur la centaine relevé quotidiennement par le compteur ?), que de manière assez superficielle, voire accidentelle. On a mis en place depuis longtemps un dispositif de vente par paiement Paypal de la version électronique PDF du dernier numéro paru : les ventes restent ridiculement faibles. On a tenté également de mettre en place il y a quelques années un abonnement annuel à la version PDF d'ACCsp : à l'époque, peu de répondant et beaucoup de problèmes techniques nous ont fait renoncer à ce dispositif; pourquoi serait-il envisageable aujourd'hui ?...

Le nombre de consultations [du site](#) a toujours été plus élevé dans la période suivant la parution papier d'ACCsp, pour diminuer ensuite. Ce qui montre que la meilleure formule

aurait consisté à organiser une complémentarité entre ce qui paraît dans la version papier et ce que l'on met en ligne sur le site. Nous n'avons qu'assez récemment, et partiellement, fait usage de cette technique qui englouti, elle aussi, pas mal de temps militant : à côté des anciens numéros en accès libre, des articles complémentaires inédits, ou des versions longues de textes parus dans l'édition papier, ont été plusieurs fois mis en ligne. Des dossiers pour l'action (sur la dette publique, par exemple) aussi.

S'il ne permet certes pas d'obtenir le même impact et les mêmes effets politiques qu'une revue papier, un site électronique présente néanmoins des avantages et une souplesse dont on ne va pas se priver.

Et puis, imaginez qu'on finisse par sortir de la phase contre-révolutionnaire ci-dessus décrite pour entrer tout à coup dans une période - comme celle que les fondateurs d'ACCsp ont connu autour de leurs vingt ans - où l'on s'arracherait à nouveau notre prose rebelle. Dans cette hypothèse là - chère lectrice, cher lecteur, laissez-nous rêver un instant ! - nous verrions se multiplier à grande vitesse, et sans efforts démesurés de notre part, le nombre des consultations de notre site. Au point qu'alors, sans la moindre hésitation, nous (re)lancerions une version papier d'A Contre Courant, nouvelle série, qui sera bien sûr réalisée par une équipe composée des éléments les plus subversifs d'une jeunesse en lutte...

(1) Après avoir débuté sur une offset détenue par l'union locale CFDT de Thann (voir texte précédent), nous avons usé plusieurs duplicopieurs achetés neufs (mais jamais à crédit) et soumis à rude épreuve, puisque ayant supportés plusieurs millions de tirages.

(2) La même technique (et la même quantité) de prospection appliquée dans les années 1990, où elle a été à l'origine d'une belle progression de nos nouveaux abonnés, ne produit plus du tout les mêmes effets aujourd'hui, où nos efforts de recherche de nouveaux lecteurs restent quasiment sans effet depuis près de deux ans, après s'être stabilisé pendant dix ans à un niveau qui permettait le renouvellement des départs «naturels». Un peu comme si le corps social, saturé, ne pouvait plus accepter une plus large diffusion des analyses et des idées que l'on porte. Chacun comprendra que l'observation de cette tendance statistique lourde et longue nous ait aussi conduit au pessimisme, d'autant qu'aucune ressource nouvelle n'était mobilisable dans notre groupe pour espérer la contrecarrer.

(3) Association loi 1901, n° W523001373.

Des régressions programmées sur trois décennies

De 1796 à aujourd'hui

La nécessité d'apporter des aides à la presse en facilitant sa diffusion s'imposait déjà en 1796. Pour la Révolution française, «*la circulation des lumières [était] aussi nécessaire parmi nous que la circulation de l'air*». Une «*circulation*» qui n'a pas toujours été aussi fluide que ses initiateurs l'avaient souhaité, quand les intérêts dominants ont pu faire obstruction.

Ce n'est que près d'un siècle et demi plus tard que les auteurs du programme du CNR ont réussi, à la Libération, à donner une priorité forte à la circulation des idées et au pluralisme. Favoriser la liberté d'expression apparaissait alors comme le meilleur moyen pour éviter l'apparition de nouvelles horreurs.

S'affichant idéologiquement comme des défenseurs des libertés et des valeurs associées, les néolibéraux ont pris leur temps et de nombreuses précautions pour mettre en cause les principes et les dispositifs qui donnent à la presse la possibilité de faire vivre ces valeurs. Les exigences démocratiques de Mai 68 une fois affaiblies, ils ont commencé, au début des années 80, à imaginer, puis à mettre progressivement en œuvre, le processus de démantèlement des aides à la presse. L'objectif premier qu'ils affichaient était de «faire des économies», pour, d'abord, ouvrir de nouveaux

champs au profit capitaliste. Pour ceux qui voyaient loin, la privatisation de La Poste était en perspective ; elle était déjà liée dans leur esprit au développement des sociétés de portage qui donne au privé la possibilité de capter d'emblée un marché appelé à s'étendre.

La réalisation de cet objectif a favorisé d'autres régressions : divers réacs et idéologues opportunistes ont saisi l'occasion pour restreindre l'audience d'idées dissidentes et pour accentuer simultanément le formatage des esprits à l'ordre dominant. Durant plus de trois décennies, droite et «gauche» se sont passées le témoin dans le respect d'une continuité parfaite, dans ce domaine comme dans d'autres. La méthode n'a guère changé au cours des années : sur ordre du pouvoir, des hauts fonctionnaires ou/et des magistrats ont concocté des rapports dont les conclusions, toujours présentées comme irréprochablement objectives, ont permis à chaque fois de donner un peu plus de force destructrice au rouleau compresseur libéral qui a broyé sur son passage des milliers de bulletins et de revues qui donnaient vitalité à autant de lieux de réflexion et de démocratie. Si 14 000 périodiques bénéficiaient de l'agrément de la CPPAP au début de années 90, ils sont moins de 10 000 aujourd'hui.

geste de clémence extravagante de Sarko en décidant de tirer simultanément le 1^{er} janvier 2014 la cartouche non utilisée en 2009 et celle prévue pour 2014 ! Les protestations de quelques éditeurs⁽²⁾ ont amené le gouvernement à

Paru dans notre n° 41 (Février 1993)

«(...) Depuis ses débuts en janvier 1989, ACC est resté au même tarif de 50 Francs les 10 numéros. Et ce, malgré une augmentation des tarifs postaux pour les journaux qui frôle les 40% sur la même période (+ 90% en 6 ans !). Hausse infligée par les socialauds-libéraux qui font tout pour tuer la liberté d'expression (...).»

C'est en février 1993 que ces lignes ont été écrites. Preuve que le problème n'est pas nouveau. Il date de la période de nos débuts (en 1986, avec le bulletin «Renouveau Syndical 68»). Nous connaissions à cette époque une forte augmentation du nombre de nos abonnés qui nous a permis d'absorber ces hausses de tarifs, certes très fortes en pourcentage, mais qui partaient de valeurs initiales basses - vraiment préférentielles - grâce auxquelles on a pu démarrer.

«Accords» Schwartz : jusqu'à fin 2015

Pour rappeler l'essentiel de ce que nous avons déjà détaillé depuis plus de deux ans à l'occasion de nombreux articles⁽¹⁾, évoquons simplement les derniers «accords» (Schwartz) qui ont débouché sur un «protocole Etat-Presses-Postes» destiné à couvrir les années 2009 à 2015 incluses. Sur ces 7 ans, l'augmentation programmée du coût des envois postaux pour une petite revue comme la nôtre est de 34%, auxquels doivent s'ajouter, bien sûr, l'augmentation résultant de l'inflation : ces 34% sur 7 ans sont nets ; ils peuvent être brandi comme un trophée par un Kessler, si acharné à «défaire méthodiquement le programme du CNR». Ces 34% constituent le bouquet final d'un feu nourri d'augmentations, qui ont résulté d'autres accords tripartites conclus depuis le début des années 90. Le seul répit a été accordé par Sarko (!) qui a ordonné un cessez-le-feu d'un an en 2009. Notons au passage cette performance de la «gauche» à guillemets : Hollande et Filippetti ont prévu de corriger ce

créer une «mission d'expertise sur les conditions de sortie du moratoire tarifaire instauré en 2009» ; en attendant les conclusions de cette «mission», l'augmentation due à l'inflation est remise à plus tard. Une embrouille pour cacher un sale... coût : pour une revue comme la nôtre, la hausse est finalement de plus de 10% ! Insupportable.

Les augmentations ne peuvent attendre : les responsables rappellent que La Poste s'est engagée, le 1^{er} janvier 2016, qui est la date de fin d'application des «accords» Schwartz, «à considérer la question du déficit [dû à l'acheminement de la presse] comme réputée définitivement réglée»⁽³⁾. Ce qui veut dire que La Poste renoncera en 2016 à exiger les 180 millions d'euros qu'elle aura reçus de l'Etat en 2015 pour distribuer la presse (pour 2014, l'Etat lui versera 200 millions d'euros, toujours en compensation du déficit supposé de la distribution de la presse). Pour atteindre cet objectif et se passer de ces millions, les intégristes du libéralisme et de la privatisation ont programmé un montant équivalent d'«économies» que devra s'imposer La Poste ; elles sont présentées comme une nécessité absolue et devront être pour l'essentiel réalisées aux dépens de la petite presse.



Dessin paru dans ACC n° 25 (juin 1991)

Par contre, quand il s'agit de sauver un titre «important» qui connaît des difficultés, le gouvernement accepte, comme l'ont fait ses prédécesseurs, de verser sans délai des dizaines de millions. Dans ce genre de situations, on ne se demande pas si Schwartz et les signataires de son protocole avaient prévu ces générosités. Quand une «entreprise» de presse - en particulier quand elle est capable de fabriquer un bon béton idéologique pour système déliquescents - est sur le point de disparaître, le pouvoir paie sans mégoter. Il hésite encore moins lorsqu'une société privée comme Presstalis, chargée de la diffusion en kiosque d'une grande partie de la «production» éditoriale est en danger : ne pas payer immédiatement ferait courir le risque d'une fragilisation dangereuse de piliers politiques essentiels.

La publication récente de l'exercice 2013 de La Poste vient souligner cruellement qu'on aurait pu épargner à ce pauvre M. Schwartz la mise au point hypocrite et l'application laborieuse de son plan liberticide. Il s'est décarcassé pour programmer des économies sur une durée de 7 ans, pour finalement faire moins bien que les auteurs du CICE, qui sont parvenus, involontairement et très rapidement, à faire bénéficier La Poste, aux frais du contribuable, d'un cadeau de 297 millions pour la seule année 2013. 297 millions en un an ! Vous avez l'air de quoi M. Schwartz ?...

Tarifification discriminatoire

La Poste a signé ce protocole Schwartz - comme les précédents - avec les représentants de l'Etat et ceux de la «grande» presse, sans qu'évidemment les premiers concernés, à savoir les petits éditeurs, puissent dire ou empêcher quoi que ce soit. Pour que cela paraisse plus démocratique, les textes et commentaires officiels présentent ces grands patrons de presse comme les représentants des «organisations professionnelles unanimes». «Unanimes», sans doute, pour organiser la farce que représente ces accords tripartites qui sont cautionnés, sur ordre du pouvoir, par des magistrats et des membres de la «haute» fonction publique, des élus, députés ou sénateurs.

Sans gêne, tout ce beau monde a mis en place depuis longtemps une tarification discriminatoire. Pour légaliser la rupture manifeste d'égalité, ils ont fait appel aux copains du Conseil Constitutionnel ; lequel, dans une décision du 27 décembre 2001, a estimé que «contrairement à ce qui est allégué, cette mesure [la tarification postale à la tête du client] n'entraîne pas de rupture injustifiée d'égalité ; qu'elle participe de la volonté de préserver le pluralisme (...) des quotidiens (...)

nécessaire à l'exercice effectif de la liberté (...)». Une décision hallucinante, passée totalement inaperçue à l'époque. Il est vrai que la «grande presse», principale bénéficiaire de ces contorsions juridiques, n'allait pas protester... Résultat : les augmentations citées ci-dessus ne s'appliquent qu'à certains éditeurs, dont nous sommes. Des «grands» signataires se sont aménagés, pour eux et pour les copains de la même caste, des tarifs vraiment intéressants. C'est variable d'une «catégorie» de presse à l'autre. Pour ne pas donner trop de chiffres, précisons que la catégorie la plus favorisée, celle des journaux quotidiens dits «à faibles ressources publicitaires» payent aujourd'hui, 5 ou 6 fois moins que le tout-venant des petits éditeurs. La discrimination est devenue tellement énorme au fil des évolutions tarifaires annuelles qu'elle achève de discréditer totalement le Conseil Constitutionnel qui l'a légalisée en 2001. Mais cette légalisation présente au moins un mérite : celui de nous indiquer ce que nous devrions payer aujourd'hui si le tarif postal préférentiel avait été maintenu pour tout le monde, et pas seulement pour quelques privilégiés qui continuent de bénéficier du barème appliqué il y a une vingtaine d'années (voir nos propositions d'action [«pour reprendre l'offensive» pages 14 et 15](#)).

Du postage au portage = Du public au privé

Sans contre-offensive forte de la part des petits et moyens éditeurs, les choses vont encore se gâter, dans un processus qui pourrait même s'accélérer. Il suffit de lire le rapport d'un pote à Hol-

lande, le député Françaix, qui a été chargé de préparer la réforme des aides à la presse annoncée par Filippetti durant la campagne des présidentielles. Françaix est un accroc des recettes libérales. Au point qu'il est allé jusqu'à considérer le «portage» (revues distribuées aux abonnés par La Poste) comme archaïque. Il ne jure que par le «portage» (distribution par des entreprises qui surexploitent des salariés précaires ; tout est prévu depuis longtemps : La Poste a créé une filiale, «Média-post», qui fait du portage en sous-payant et maltraitant son personnel). Il suffit de changer une lettre pour effacer les dernières traces laissées par le service public. Une com' bien conçue fait le reste : le nouveau PDG de La Poste, Philippe Wahl, s'est dit résolu à relever le défi de la baisse de moitié, en quelques années, du nombre d'objets distribués par son «entreprise», en gagnant la bataille du numérique et en organisant la diversification des activités du facteur... auquel il refusera progressivement de confier la distribution de la presse !

Pour dénoncer efficacement les esroqueries intellectuelles du PDG qui seront sans doute suivies de mauvais coups en cascade, il faudrait, au minimum, que quelques organisations syndicales de La Poste exigent que cette dernière soit à nouveau investie d'une mission de service public en devenant le pôle de distribution de toute la presse, pour les abonnés comme pour les kiosques. Mais il est vrai que pour être investie d'une mission de service public, il faudrait que La Poste redevienne... un service public.

Rendez-vous [pages 14 et 15](#) où vous retrouverez cette revendication, intégrée dans une plate-forme plus complète.

1) De nombreux documents et les 9 articles que nous avons consacrés à ce sujet sont disponibles sur notre site www.acontrecourant.org catégorie «[presse libre en danger](#)». Vous trouverez aussi les 9 articles dans la catégorie «[anciens numéros en PDF](#)» en consultant : [le n° 228](#) - Octobre 2011, [le n° 229](#) - Novembre 2011, [le n° 230](#) - Décembre 2011, [le n° 231](#) - Janvier/Février 2012, [le n° 232](#) - Mars 2012, [le n° 236](#) - Août 2012, [le n° 238](#) - Octobre 2012, [le n° 240](#) - Décembre 2012, [le n° 249](#) - Novembre 2013.

2) Quelques éditeurs ont protesté : voir notre [numéro 249](#) daté novembre 2013.

3) Page 3 du «Protocole d'accord Etat - Presse - La Poste» du 23 juillet 2008.



Presse libre : reprendre l'offensive

On peut craindre le pire de la « mise à plat » des aides à la presse annoncée dès 2012 par Hollande et Filippetti. Parce qu'ils sont empêtrés dans le doxa libérale, nos dirigeants n'ont jamais pu dégager les quelques principes simples qu'il suffirait de respecter pour (re)construire un système démocratique d'aides à la circulation des idées et des informations. Pire : le capital et son idéologie sont si pesants que même les victimes les plus politisées des régressions des deux dernières décennies - à savoir la petite presse écrite, militante ou sociale - n'ont que rarement trouvé les bonnes ripostes. Nous en proposons une, ici, conscients de la difficulté de l'organiser. Nous plaçons la barre assez haut. Trop haut ? Mais pourra-t-on faire l'économie d'une mobilisation forte si on veut espérer faire obstacle au rouleau compresseur libéral qui nous écrase tous, les uns après les autres ?

Pour être efficace, toute initiative doit être précédée d'une élaboration collective d'un ensemble cohérent de revendications. Nous l'avons petitement tenté ces deux dernières années en essayant de faire vivre un collectif de dimension réduite regroupant des éditeurs et des syndicalistes, que nous avons appelé le PPLED (Petite Presse Libre En Danger). Ses activités ont fait l'objet de courriers et d'articles publiés dans nos colonnes qui sont disponibles sur le site www.acontrecourant.org, catégorie «[presse libre en danger](#)». Il a lancé [une pétition](#) contre certains méfaits liberticides de La Poste, toujours en ligne.

Un autre réseau, beaucoup plus vaste et solide, s'était constitué en 2005 au plan national sous l'intitulé «[Etats généraux pour une information et des médias pluralistes](#)» (voir [ACC n° 232](#) - Mars 2012) ; peut-on espérer lui redonner vie ? La qualité de ses analyses et surtout [la grande diversité des organisations qui s'étaient impliquées](#), ferait de cette structure [le cadre idéal](#) à partir duquel les médias à but non lucratif pourraient reprendre l'offensive.

Nous ne pourrions pas faire mieux ici qu'énumérer quelques revendications, et faire quelques propositions d'action. Dans l'immédiat, nous nous engageons à mettre l'adresse électronique courrier@acontrecourant.org et notre site www.acontrecourant.org à disposition de tous pour collecter et diffuser informations et initiatives, dans l'espoir de nous retrouver rapidement avec beaucoup d'autres dans une structure plus large qui prendrait le relais.

Des repères pour orienter les revendications

- **La publicité formate idéologiquement les esprits**, quand elle n'abrutit pas. Un comble : les victimes de cet abrutissement le financent sans le savoir, à travers une taxe sournoisement instaurée sur tout ce qu'elles achètent. Cette taxe invisible imposée au consommateur se transforme de fait en soutien à la presse qui se finance par la pub. Il faut refuser que cet apport financier se cumule avec d'autres types d'aides. Un choix certes inacceptable pour qui s'accroche à des idéaux libéraux ; il relèverait pourtant d'une saine gestion des deniers publics ; il permettrait aussi de souligner la duplicité de ceux qui prétendent faire réfléchir et informer correctement leurs lecteurs tout en encourageant la manipulation des esprits par la publicité.

- **L'engouement actuel, voire la fascination, pour le numérique peut faire dangereusement oublier ses limites**. Il doit être prudemment et simplement considéré comme un outil auxiliaire facilitant certains échanges ; il ne pourra pas prendre la place des médias «traditionnels», irremplaçables dans certains domaines touchant à la structuration de la pensée.

- **Les aides ne doivent pas dépendre du bon vouloir du pouvoir. Elles doivent être automatiques** dès lors qu'un agrément est accordé à un média.

- **Cela pose, d'une part, la question de la composition et du fonctionnement de l'organisme chargé de délivrer cet agrément**. La CPPAP, aujourd'hui, est l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire : entre les mains de hauts fonctionnaires désignés par le pouvoir, eux-mêmes sous l'influence de «patrons de presse» qui siègent dans cette commission et qui décident de presque tout pour le plus grand profit des grandes entreprises qu'ils représentent, la CPPAP n'a vraiment rien de démocratique. Seule une commission indépendante, composée majoritairement de représentants élus de tous les médias dans toute leur diversité et quelle que soit leur taille, serait à même d'offrir le maximum de garanties au déploiement du pluralisme et de la liberté d'expression.

Quelles aides ?

- **Cela pose, d'autre part, la question de la nature de ces aides**. Le fonds de subvention abondé par les gouvernements successifs soucieux de favoriser leurs complices idéologiques, de calmer d'éventuels opposants ou de



sauver de «grands titres» en perdition est encore une fois l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Parce que l'information n'est pas une marchandise, les activités d'un média ne peuvent être qu'à but non lucratif. Le seul type de «subvention» qui ne soit pas contestable est celui qui est automatique, c'est à dire qui contraint la puissance publique à payer. **L'aide à l'acheminement postal possède ces qualités**. Sous réserve, bien entendu, qu'elle ne soit pas accordée n'importe comment, c'est à dire en fonction des critères libéraux qui font des dégâts depuis des lustres. Ce qui suppose, bien sûr, que la Poste redevienne un service public auquel on confiera la mission d'organiser en son sein le pôle public de diffusion de toute la presse (et d'autres supports de connaissances et de culture⁽¹⁾); que ce soit en direction des abonnés ou à destination des kiosques.

Si, pour la presse écrite, le coût de l'acheminement postal des premiers exemplaires expédiés pourrait être quasiment nul, il faudrait prévoir une augmentation progressive du coût pour des envois plus volumineux, par tranche de nombres d'exemplaires, sur le modèle de la progressivité de la courbe de l'impôt sur le revenu⁽²⁾. Avec, pour ceux qui expédient de très gros volumes, un «plafond» de coût à l'exemplaire qui se situerait au-dessus du prix coûtant d'acheminement. En effet, on ne voit pas pourquoi on apporterait une aide à la diffusion postale dès lors que l'éditeur réussit par lui-même à équilibrer ses comptes; on voit, par contre, l'utilité de faire payer davantage les plus gros en faveur des plus petits : à l'exact opposé de ce qui se passe actuellement, il s'agirait là d'une forme de redistribution favorable au développement du pluralisme.

Autre précaution à prendre dans la définition d'un procédé de calcul démocratique : «rehausser» la courbe du coût à hauteur du montant encaissé par l'éditeur du fait de la pub qu'il aura imposée aux lecteurs de sa publication. Mesure simple et pratique pour, à la fois, diminuer l'envahissement publicitaire et abonder le financement du service public postal.

Rien qu'en utilisant judicieusement les 600 millions actuellement consacrés aux aides à la diffusion de la presse écrite, on pourrait déjà sensiblement améliorer la situation en faveur des médias libres et du pluralisme. Et pour un objectif social aussi important que celui-là, 600 millions est une somme dérisoire⁽³⁾ que des démocrates dignes de ce nom devraient augmenter sans hésiter.

L'utilisation de critères démocratiques comme ceux qui viennent d'être esquissés pour la presse écrite est pareillement envisageable pour soutenir d'autres médias (radios, télévisions, journaux électroniques), dès lors qu'ils seraient à but non lucratif. L'usage d'une TVA réduite est une technique possible, déjà en vigueur pour certains d'entre eux. De loin pas tous : ainsi, face à la discrimination que les pouvoirs publics maintenaient obstinément, «Arrêt sur image» et «Médiapart» ont pris la décision de s'auto-désigner comme bénéficiaires du taux de TVA réduite. Une

méthode originale et radicale pour obtenir une «subvention» de la part d'un pouvoir qui préfère en accorder à d'autres, sur des critères plus que contestables. La méthode d'«Arrêt sur image» et de «Médiapart» a été efficace. On pourrait s'en inspirer...

L'action

Si les analyses, propositions, pétitions et revendications sont nécessaires, elles ne suffisent évidemment pas. **Il faut agir.** Nous faisons une suggestion dans l'encadré ci-dessous : s'auto-facturer pour réduire sans tarder le coût des envois postaux sous régime CPPAP. Mise en oeuvre par suffisamment d'éditeurs, cette action ne laisserait certainement pas indifférent !

Par ailleurs, on suggère aux équipes militantes éditrices, ou potentiellement éditrices, qui n'ont jamais osé déposer de demande d'agrément CPPAP, de le faire. Après l'obtention de l'agrément provisoire qui suit généralement le dépôt du dossier, elles pourront se joindre au mouvement d'auto-facturation et peut-être même tenir le coup si le coût d'envoi redevenait ce qu'il était il y a trente ans.

L'action proposée n'a de sens que dans la perspective d'un service public postal revigoré qui prendrait totalement en charge la distribution de la presse. Et qui le ferait pour remplir une mission

de service public, pas pour atteindre un objectif économique d'équilibre budgétaire, voire pour en tirer profit. Une telle perspective n'est envisageable qu'avec l'engagement de postiers déterminés, et de leurs organisations syndicales, qu'il faut inviter à se joindre au mouvement.

1) Avant que les néolibéraux ne puissent sévir, les livres bénéficiaient aussi de tarifs postaux préférentiels qu'il faut étendre à tout ce qui participe à l'élévation du niveau de connaissance et de culture.

2) Pour ceux que la technique mathématique ne rebute pas trop, précisons que la «courbe» de l'impôt sur le revenu se fabrique en mettant bout à bout des segments à pente progressive : c'est une «fonction continue, affine par morceaux» qui n'est guère plus compliquée à utiliser - surtout avec une machine - que ne l'est une «fonction affine», d'un seul tenant (une ligne droite), que La Poste utilise déjà pour calculer le coût d'envoi d'un exemplaire en fonction de son poids. Où une machine est aussi nécessaire, tant les coefficients sont compliqués (voir le tableau et les calculs ci-dessous où ce procédé est utilisé).

3) Pour comparaison : quand les critères libéraux s'appliquent à plein, on a pu voir un tribunal arbitral, présidé par un ancien Président du Conseil Constitutionnel (voir encadré ci-dessous), accorder généreusement 400 millions à Bernard Tapie qui en a utilisé une partie pour acheter des journaux... Pour promouvoir la liberté d'expression ?!...

Une seule solution : l'auto-facturation !

QFRP Départementaux

Tranche	Tte France non méca		DPT non méca		Code postal		Facteur		Multiples		
	Prix au kg	Prix / objet	Prix au kg	Prix / objet	Prix au kg	Prix / objet	Prix au kg	Prix / objet	Prix au kg	Prix / objet	
QFRP D	0 - 100g	0,4844	0,0546	0,4844	0,0440	0,3689	0,0416	0,2420	0,0372	0,7257	0,0257
	Plus de 100g	0,8796	0,1683	0,8785	0,1545	0,6175	0,1599	0,6556	0,1354	0,7257	0,0257

Le tableau ci-dessus est extrait du site de La Poste qui fournit les tarifs 2014 applicables pour la presse «QFRP Départementaux» (Quotidiens à Faibles Ressources Publicitaires); c'est une des sous-catégories de journaux sous régime CPPAP imaginées par des «experts» qui cherchaient un prétexte pour protéger les copains de la «grande presse» des hausses vertigineuses provoquées par l'application stricte de tous les «accords tripartites, Etat, Presse, Poste» concoctés ces trente dernières années, et dont la version «Schwartz» n'est que le dernier avatar.

Une protection efficace. Qu'on en juge : pour l'envoi d'un exemplaire d'ACC de 51 grammes (c'est le poids du numéro 251 que vous avez entre les mains) classé dans la catégorie «département non mécanisable» (la plus courante) nous payons 0,342 euros; tandis que l'éditeur d'un journal ciblé «QFRP départementaux» paie : $0,4844 \times 0,051 + 0,0440 = 0,0687$ euros. Plus de 34 centimes pour l'un ; moins de 7 centimes pour l'autre. Un rapport de 1 à 5 ! Pourtant, si on en croit la décision du 27 décembre 2001 du Conseil Constitutionnel, le fait que nous payons 5 fois plus que la «QFRP» «n'entraîne pas de rupture injustifiée d'égalité», et même «participe de la volonté de préserver le pluralisme». Substantiellement grotesque !

Quand les «élites» sont à ce point défailtantes, «l'insurrection est, pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs», comme on disait en 1793. Sans aller jusqu'à couper des têtes, nous proposons, dans un premier temps, de rappeler aux «sages», à nos gouvernants et à la Poste ce que le mot égalité veut dire, en suggérant à toute revue détentrice d'un agrément CPPAP d'auto-facturer ses envois jusqu'à l'adoption de règles démocratiques régissant les aides publiques à la circulation des idées et des informations. **Cela consistera à ne payer, lors de la réception de la facture rédigée par La Poste, que le montant calculé à partir du tableau tarifaire ci-dessus.**

Cette action forte suppose l'entente préalable d'un nombre suffisant de revues volontaires. Faudra-t-il qu'elles représentent au total au moins 50 000 lecteurs? Ou 100 000 ? Ou plus ? C'est à voir avec les équipes éditrices décidées à passer à l'action. Le site d'A Contre Courant pourra servir au départ à collecter les titres et à dresser la liste des publications prêtes à l'affrontement. Mais il serait plus que souhaitable qu'une structure comme celle qui a animé «[Les Etats généraux pour une information et des médias pluralistes](#)», où figuraient des organisations syndicales, (re)voit le jour. En tout cas nous nous efforcerons de faire circuler sur la toile - avec, nous l'espérons, l'aide de nombreux internautes et de sites amis - des pages d'informations comme celles-ci (que l'on va chercher à enrichir) pour que chaque lecteur incite les publications auxquelles il est abonné à s'associer à l'action.

Démocratie participative à Bure ?

Après avoir manié pendant des années manipulation, mensonge, dés-information, opacité... autour du célèbre «laboratoire expérimental» de Bure - rien d'autre, c'est juré - avec l'avancée du calendrier, les autorités institutionnelles, qu'elles soient entrepreneuriales (l'ANDRA : maître d'œuvre) ou étatiques (parlement, gouvernement), se sont dit qu'il était temps de mettre les citoyens à contribution, en prétendant les associer à une opération qu'il n'est pas ridicule de qualifier d'hypocrite séduction, au prétexte de légalité.

Vinrent alors les débats publics que l'on n'a pas hésité à habiller de la défroque de «démocratie participative». Voilà une formule qui commence à faire mode, du moins chez ceux qui, en en proposant la mise en application, espèrent bien en tirer les marrons chauds. Mais de quoi parle-t-on ? Cela fait bien une quinzaine d'années que partisans et promoteurs de cette idée la présentent comme une avancée de la démocratie. Rassurons-nous, les dispositifs déjà mis en place n'ont pas pour objet de remplacer le système institutionnel existant, simplement de le compléter. Ouf ! En théorie ils doivent permettre aux citoyens d'être associés aux choix publics en en comprenant mieux les problèmes qu'ils soulèvent : contraintes, enjeux..., supposés leur permettre de se faire une idée réfléchie, d'exprimer leur point de vue au cours de débats et, fin du fin, d'influer sur les décisions.

Des recherches en sciences sociales montrent que de la théorie à la pratique il y a plus qu'un pas. Ainsi, il y a citoyen et citoyen : jeunes, personnes issues de l'immigration extra européenne, classes populaires sont bien moins représentées que les retraités, les couches intellectuelles supérieures et les femmes. D'où une grande similitude entre la sociologie de ces dispositifs et celle des élus. Ça commence à faire tâche. Mais il y a encore mieux, si l'on peut dire.

La plupart du temps les projets soumis à participation sont déjà validés par les élus, ou bien il s'agit d'évaluation de politiques déjà engagées, donc pour lesquelles les décisions sont déjà prises. Il ne reste plus aux participants qu'à discuter des modalités d'application (la couleur des murs d'une salle de classe...) ou d'exprimer leur point de vue, leur opinion sur la pertinence de l'engagement sans qu'il soit possible d'en infléchir l'objectif, et surtout d'en stopper le processus (le projet est-il prioritaire par rapport à d'autres ?).

On est donc loin des intentions affichées. Dans les faits la réorientation est impossible, tout comme l'inflexion

ou la remise en cause des choix déjà opérés. Ce qui fait dire à certains chercheurs, qui pourtant ne versent pas dans l'idéalisme ni dans l'idéologie, que plutôt que de «démocratie participative», il s'agit là de «démocratie occupationnelle». Traduisons : on s'efforce d'occuper les citoyens à des questions subalternes.

Quel lien ?

Oui, quel peut être le lien entre cette «démocratie occupationnelle» et le projet CIGEO à Bure ? Ce lien passe par la CNDP (Commission Nationale de Débat Public) et, localement, par sa « filiale » la CPDP (Commission Particulière de Débat Public).

Le premier débat a eu lieu en 2005-2006. Ses conclusions ont été claires : opposition à l'enfouissement, préférence à l'entreposage en surface/sub-surface sur le lieu de production, donc près des centrales, pour une meilleure surveillance, en attendant de trouver de meilleurs solutions que l'enterrement, synonyme d'oubli. Ces conclusions étaient destinées à préparer la loi à venir, devant entériner ou non le stockage sous-terrain en grande profondeur. Peu avant les vacances parlementaires, une poignée de 19 députés - pas moins, pas plus - méprisant superbement les conclusions du débat public préalable, entérinaient en séance de nuit, le 28-6-2006, le principe du stockage souterrain. Question : ce type de débat public lancé par les promoteurs du projet et qualifié de «démocratique» par eux-mêmes, n'est-il pas qu'une illusion, qu'un leurre destinés aux participants pour leur faire croire qu'ils contribuent à la réflexion, alors que ces gens-là, les promoteurs, se réservent la décision, par ailleurs dans le cas de Cigeo déjà prise ? C'est ainsi que déclarait dans le CR de la séance plénière du Conseil Général de la Haute-Marne du 18-19 octobre 2001 un conseiller général : « nous savions, même si nous avions tenu un discours de langue de bois à l'époque, que l'objectif de l'Andra était bien d'installer un centre d'enfouissement. On se sent mieux après l'avoir dit publiquement ».

La procédure, dans l'échéancier, exige un tel débat, paraît-il. Afin de

préparer la loi qui doit autoriser la création de Cigeo, un nouveau débat public a été lancé au printemps 2013 jusqu'à la fin de l'année. Histoire de faire croire que la future poubelle n'a pas encore été décidée, et que le bon peuple a, démocratiquement (!), son mot à dire. On sait ce qu'il est advenu de cette consultation : réunions publiques stoppées dès la seconde du fait des opposants et remplacées par des débats interactifs sur internet regroupant quatre ou cinq experts, et au final une «conférence de citoyens» : quelques individus devant se faire une opinion après questionnement à diverses personnalités. Bref, un superbe élan de «démocratie occupationnelle» !

Attendons la suite : à savoir quand la nouvelle loi sera votée pour décider la construction de la pire poubelle que l'homme ait jamais conçue. Il résulte toutefois un écho positif de ce pseudo-débat : le constat que l'Andra veut aller trop vite, que les questions relatives

aux risques et à la sécurité n'ont pas encore toutes les réponses requises, que la présence d'une importante ressource géothermique sous le terrain retenu vient d'être démontrée malgré les manœuvres d'étouffoir du maître d'œuvre... Ce qui aboutit à la demande de surseoir au projet, que l'Andra a fini par déclarer admettre tout comme l'ASN (Agence de Sûreté Nucléaire).

C'est à ce moment qu'interviennent, de manière sournoise, les pouvoirs publics. La loi sur la transition énergétique doit être normalement votée

cette année. Étonnamment, le gouvernement y a introduit une disposition touchant au projet Cigeo - apparemment remis en cause comme on vient de le voir -, ce qui a horrifié les opposants au projet et les a fait accuser les pouvoirs publics de trahison. Cette disposition n'a pas été rendue publique si bien que, noyée dans le projet de loi général, elle risque de passer comme une lettre à la poste, si la loi est votée dans sa globalité.

Cette belle démocratie participative, ou occupationnelle, tarte à la crème moderne, aura ainsi révélé sa véritable nature, et le lobby nucléocrate son irrespect total de l'opinion publique.



Deux documentaires suisses pour la route vers de nouvelles aventures

La plupart des dix-neuf films que j'ai découverts lors des 49^{èmes} Journées soleuroises (du 23 au 30 janvier 2014) mériteraient une chronique détaillée. Ne disposant que d'une page, je me circonscris à deux créations. Quoique d'un optimisme nettement plus modéré que mes opinions politiques, je formule le vœu que mes traits de plume ne se soldent pas par un assourdissant clap de fin... Rendez-vous très bientôt sur [le site d'A Contre Courant](#) ! Dérogeant, pour une fois, à mes habitudes, je respecte la «résolution» adoptée pour ce numéro (voir le texte sur les «[origines d'ACC](#)») et n'appose pas mon nom au bas de ce texte. Sa thématique facilite l'identification, non ?...

«La barque n'est pas pleine»

Pas sûr que nous apprenions avant longtemps toute la vérité sur les attentats perpétrés, le «*nine eleven*», contre les tours jumelles du World Trade Center à Manhattan et le Pentagone à Washington. En revanche, aucun doute ne subsiste à propos des tragiques événements au Chili, vingt-huit ans auparavant, jour pour jour.

Le mardi 11 septembre 1973, à Santiago, des tanks assiégèrent le palais de la Moneda bombardé par des avions de combat Hawker Hunter fabriqués outre Manche. Juste avant l'assaut final, Salvador Allende, qui avait été élu démocratiquement, le 4 septembre 1970, sous la bannière de l'Unidad Popular, se suicida avec un fusil automatique AK-47 que lui avait offert Fidel Castro. Le «*golpe*» du général Augusto Pinochet marqua le début de seize années et demi de tyrannie.

En sus de la CIA, plusieurs trusts comme le géant des télécommunications ITT⁽¹⁾, qui diversifia son secteur d'activités, Anaconda et Kennecott, firmes spécialisées dans l'exploitation de mines de cuivre, ou Nestlé, concoururent à la stratégie de déstabilisation fomentée par Henry Kissinger, conseiller à la Sécurité nationale, puis secrétaire d'État, auprès de Richard Nixon. Jacques Pilet, reporter pour le quotidien lausannois «*24 heures*», révéla que Charles Masset, l'ambassadeur de Suisse, sabla le champagne avec ses collègues, le soir de ce funeste mardi. Kurt Furgler, Conseiller fédéral démocrate-chrétien à la tête du Département de justice et police, affirma, le 5 novembre 1973, que «*la barque n'est pas pleine*», tout en indiquant qu'il n'accueillerait pas plus de deux cents personnes fuyant la dictature. Sous la pression du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'une partie de l'opinion, le gouvernement porta le quota à deux cent cinquante-huit. Il s'agissait essentiellement de femmes et d'hommes qui avaient précédemment obtenu l'asile dans la patrie de Pablo Neruda.

Alternant interviews, images d'archives et gros plans sur des coupures de presse, Daniel Wyss dépeint le climat de l'époque (la guerre froide, la méfiance envers des étrangers catalogués à «*gauche*»...) et insiste sur les élans de générosité concrète en faveur des persécuté(-e)s. En décembre 1973, de jeunes Bâlois fondèrent aux côtés de l'abbé Cornelius Koch l'Action Places gratuites. L'appel «*cinq réfugiés chiliens dans chaque paroisse*» connut un succès tel qu'en l'espace d'une semaine trois mille places se libérèrent. Mais les autorités, qui avaient applaudi au changement de régime au pied de la Cordillère des Andes, demeurèrent inflexibles. Le 23 février 1974, quelques heures après l'arrivée à l'aéroport de Genève-Cointrin des cinq premiers bénéficiaires de l'initiative citoyenne, le Conseil fédéral imposa l'obligation du visa. Quiconque participa à l'installation de migrants sans autorisation de séjour encourait six mois de prison et une amende de dix mille francs. Le Tessinois Paolo Bernasconi, alors procureur et membre du mouvement, estima que ce «*délit*» avait été perpétré en vertu d'un idéal, d'un motif humanitaire élevé. Nonobstant les embûches administratives, environ trois mille cinq cents Chiliens(-ne)s entamèrent une nouvelle existence en Suisse durant les décennies 70 et 80.

1) Impliqué dans le renversement au Brésil, le 31 mars 1964, du président João Belchior Marques Goulart (Parti travailliste) par le maréchal Humberto de Alencar Castelo Branco.

«L'expérience Blocher»

Le dimanche 9 février 2014, le peuple helvétique a approuvé à 50,3% l'initiative «*contre l'immigration de masse*». À l'origine de cette votation, la Schweizerische Volkspartei, le Parti suisse du peuple, que les francophones désignent par «*l'Union démocratique du centre*». Sa figure emblématique : le milliardaire Christoph Blocher, qui polarise comme aucun autre leader autochtone. Seul contre presque tous, il avait mené la croisade contre l'adhésion de son pays à l'Espace économique européen.

Le 6 décembre 1992, 50,3% (parallèle frappant) de ses compatriotes lui avaient donné raison. S'imposant quasiment un numéro d'équilibriste, Jean-Stéphane Bron⁽¹⁾ a tenté, avec son long métrage de cent minutes «*L'expérience Blocher*», de tracer, sans manichéisme outrancier, mais sans jouer au candide, le portrait et le parcours d'un individu dont il ne partage «*ni les idées, ni les méthodes, ni les convictions*». La dualité fascination/répulsion l'a-t-il titillé, au moment de s'atteler à son projet ou au fil du continuum narratif ?... Fidèle au précepte de Confucius «*une image vaut mille mots*», le réalisateur lausannois délivre quelques messages subliminaux, par exemple les impétueuses chutes du Rhin à Schaffhausen, métaphore visant la force du SVP, première formation politique de la Confédération, tout en renvoyant à l'enfance, en ces parages, à Laufen, du septième enfant d'un pasteur intégriste chassé de sa chaire.

Le cinéaste, invisible à l'écran, ne mégote pas, pour fixer la distance, sur les commentaires off, s'adressant par ce biais à l'interlocuteur dont il ne sollicite évidemment pas de réponse. De nombreuses séquences ont pour cadre l'habitable de l'Audi A 8 avec chauffeur. «*Embedded*», Jean-Stéphane Bron, suffisamment réputé pour ne pas rebuter son adversaire, «*soixante-huitard de l'autre bord*», fait face à son objet/sujet affalé sur la banquette arrière de la berline, flanqué de son épouse Silvia. Nous zieutons même cette dernière au lit, en chemise de nuit (ouf !), un livre à la main, dans la suite 220 de l'hôtel cinq étoiles Bellevue Palace à Berne.

Christoph Blocher, industriel combinard profitant à fond de la mondialisation, tribun ultraréactionnaire au nationalisme kitsch, xénophobe polyglotte, affairiste roué, riche collectionneur de tableaux, a laissé le maître d'œuvre pénétrer dans des pans d'intimité (ce qui donne lieu à quelques poses involontairement grotesques!). Plutôt jovial et avenant, le député a ouvert sans chichi les portes de sa somptueuse villa avec piscine en terrasse et jardin de Herrliberg, sur les hauteurs du lac de Zurich. C'est ainsi que ces bipèdes-là vivent !...

1) Cf. mon long papier afférent aux 33^{èmes} Journées de Soleure dans ACC de mars 1998.

Exarcheia la noire

Par Maud et Yannis YOULOUNTAS.

Ce petit ouvrage (Maud pour les photos, Yannis pour le texte) se veut l'expression de ce qui se vit, de ce qui lutte « *au cœur de la Grèce qui résiste* », cette Grèce qui n'en finit pas de subir le martyre des tyrans économiques et financiers de l'UE et du FMI. En périphérie d'Athènes, un quartier, près d'un quart de la population de la capitale, Exarcheia, fait figure d'îlot de résistance, avec pour pratique quotidienne l'auto-organisation. S'appuyant sur le slogan « **Ne vivons plus comme des esclaves** » affiché sur tous les murs, cette ville dans la ville, entrée en révolte, où le bourge et même la police n'osent trop s'aventurer, se veut un lieu d'expérimentations - poussées par la nécessité - d'autres formes de vie.

Pour les media et pour ceux qui se contentent de les entendre et voir, Exarcheia est le quartier de l'insécurité, de la drogue, de la violence, de l'immigration clandestine, des sans-loi. Quoi d'étonnant de la part de porte-parole aux ordres d'un gouvernement criminel chargé de l'application expérimentale de « remèdes » imposés par les technocrates européens. En vérité, et ce livre en porte témoignage, Exarcheia est le véritable cœur d'Athènes qui exprime la révolte, engage la résistance, développe la solidarité, accueille les immigrants pourchassés par la police et les fachos d'Aube Dorée. Les habitants y ont ouvert des dispensaires gratuits, créé des lieux d'expérimentation sociale, mis en place une vie culturelle et éducative. Certes, l'argent et le travail ne courent pas les rues, mais cela donne plus de temps pour s'inventer un futur avec des réalisations multiples, comme les magasins de gratuité, les jardins communautaires... Cette lutte contre la tyrannie s'affirme comme le lieu de naissance de formes nouvelles d'organisation sociale porteuses d'espoir pour un monde nouveau.

Ce livre accompagne un film des mêmes auteurs « **Ne vivons plus comme des esclaves** » reprenant le slogan collé sur les murs, largement présenté dans diverses régions de France et qu'on ne peut que conseiller d'aller voir. En vente aux Editions Libertaires, 35 allée de l'Angle, Chaucre 17190 St-Georges d'Oléron. Tél. 05 46 76 73 10. Prix : 14 euros.

En 2012 a été publié par le même éditeur un petit ouvrage de Yannis Youlountas intitulé « **Paroles de Murs Athéniens** » dans lequel ce sont les murs qui expriment, par tags et graffiti, la révolte du peuple athénien. Dans l'introduction, l'auteur écrit : « *ce qui se déroule aujourd'hui en Grèce est la répétition générale d'un spectacle tragique porté à s'étendre partout en Europe. La résistance hellénique est la ligne de front d'une menace qui nous concerne tous* ». La vigilance s'impose donc !

Disponible aux Editions Libertaires (cf supra). Prix : 13 euros.

La montée des extrêmes

De la crise économique à la crise politique

Dans son avant-dernier ouvrage « **Nécessité et Possibilité du Communisme** » (éditions Jubarte), Tom THOMAS décrit l'état de sénilité dans lequel se trouve aujourd'hui le capitalisme, à savoir qu'il est arrivé au terme de ses capacités à se valoriser et à se reproduire de manière élargie (la Crise). L'auteur y souligne aussi l'erreur commise par les dirigeants des partis d'alternance qui prétendent relancer la croissance du capital, et donc à relancer sa valorisation, même sous des formes plus ou moins social-libérales selon le pôle droite ou gauche.

Dans une dernière livraison, il s'attache plus particulièrement à analyser la montée des extrêmes, gauche et droite, qualifiées par les tenants de l'alternance de « populistes ». Ces extrêmes, les partis FG et FN, sont les produits de la crise économique qui a saisi et marqué le capitalisme et ses représentants de la grande bourgeoisie, générant ce que l'auteur appelle une crise politique. D'où le sous-titre du livre.

Stigmatisés par les tenants actuels du pouvoir, ils ne sont en fait que « *des extrémismes de l'idéologie bourgeoise* » (introduction p.9). Ils mettent en cause le pouvoir politique des élites en poste, mais ils ne le font pas de l'Etat et ne s'attaquent pas au capitalisme lui-même qu'ils prétendent mieux diriger et améliorer en faveur des masses populaires. Pour T. THOMAS, ils ne constituent « *qu'un pôle de contestation interne au système* » (ibid.) ne s'attaquant nullement à la crise, à savoir au système capitaliste lui-même « *dont l'Etat fait intrinsèquement partie, en est un rouage essentiel* » (ibid.)

De « populistes » à glissement vers un « Etat totalitaire » dont les accusent les politiciens gérants actuels du pouvoir, il y a un pas que ces derniers n'hésitent pas à franchir. On comprend mieux dès lors l'apparente similitude établie par l'auteur entre FG et FN, à première vue pour le moins surprenante. Analysant ces notions : populisme, totalitarisme, il montre qu'ils désignent des phénomènes qui sont inhérents au capitalisme, qu'ils ne sont que des comportements bourgeois poussés à l'extrême par la crise. En réalité ces partis extrémistes ne veulent que gouverner la société telle qu'elle est, mais la gouverner mieux, laissent-ils entendre. Ils ne veulent nullement abolir le capitalisme. Or l'abolition est la seule voie pour sortir de la crise. Changer de gouvernement, comme cela se fait périodiquement au gré des échéances électorales, ne mène à rien ; ce qu'il faut, c'est abolir l'Etat actuel.

Pourfendant l'Etat bourgeois que subit le peuple au travers de ses agressions permanentes, parfois malheureusement avec un assentiment irraisonné : - je vote pour untel plutôt que pour celui-là, pour tel parti plutôt que pour cet autre qui feront mieux que les actuels, l'espoir des attentistes ! -, T. THOMAS poursuit dans ce petit ouvrage une œuvre de longue haleine au service de la construction d'un mouvement révolutionnaire nouveau, débarrassé des oripeaux de l'idéologie bourgeoise qui imprègne le «vieux mouvement ouvrier».

Cependant, qu'on ne s'y trompe pas. Contrairement à ce que pourrait sous-entendre la référence aux extrémismes de droite et de gauche FN et FG, l'analyse dépasse bien évidemment le cadre étroit de l'hexagone, pour embrasser la sphère globale dans la perspective de l'abolition du capitalisme. Un repli sur le nationalisme et le protectionnisme serait contre-productif.

Autre point à relever. L'auteur sait bien qu'une accession au pouvoir de l'extrémisme de droite (le FN) serait autrement nuisible au prolétariat que celle du FG. Et les luttes qu'elles générerait entraîneraient inévitablement des réponses liberticides et racistes, dans la droite ligne d'une fascisation de la société. La montée des extrêmes droites en Europe en est un signe évocateur, inquiétant.

Pour clore, cette impulsion dont doit se saisir le prolétariat : « *la crise politique, c'est maintenant. Pour les prolétaires en particulier, choisir de s'en remettre encore plus à l'Etat du capital, gouverné par des extrémistes bourgeois (de type FN ou FG), ou construire leur propre puissance, c'est le choix de maintenant. Hic Rhodus, hic salta ! C'est maintenant qu'il faut y aller* ».

« **La montée des extrêmes - De la crise économique à la crise politique** » Pour commander, adresser un billet de 5 euros avec trois timbres à la librairie «Le Point du Jour», 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

Rencontres et lectures à contre courant

Souvenirs d'un révolutionnaire

Jeune instituteur sur les barricades en juin 1848, premier président élu de la Commune de Paris en mars 1871, la trajectoire révolutionnaire de Lefrançais est fulgurante. Dans ces Souvenirs, on le suit de prisons en exils, de meetings en batailles sanglantes, on participe à ses enthousiasmes, à ses détestations. Souvent drôle, toujours modeste, toujours clairvoyant, Lefrançais est un étonnant mémorialiste. Communiste, il n'a que mépris pour les socialistes à la Louis Blanc. Libertaire, il fait partie de la minorité de la Commune, opposée aux tendances autoritaires d'une majorité jacobine-blanchiste. Élu député du IV^e arrondissement, il manque démissionner («*Je ne reconnaitrai jamais aucune validité au suffrage universel, tant qu'il se manifesterait au moyen d'un scrutin secret*»).

Lefrançais est notre ami, notre contemporain. Comme l'écrit Daniel Bensaid dans sa présentation, «*On est à mille lieux de la République prêtre, de la République pionne, de la République d'ordre, disciplinaire et inégalitaire ; à mille lieux d'une gauche servile aux possédants, de ses reniements et de ses renégations ; de ses révérences et de ses génuflexions. Avec Lefrançais, on est en bonne compagnie.*»

«*Souvenirs d'un révolutionnaire*» est paru aux Editions La Fabrique. 506 pages. 27 euros.

Une autre histoire des trente glorieuses

N'est-il pas temps pour les historiens d'en finir avec les "Trente Glorieuses" ? Cette catégorie historique reprise à l'envie dans les discours médiatiques et les manuels d'histoire fonctionne comme un mythe. Mythe d'une voie unique et nécessaire de "modernisation" à la française et d'héroïques décideurs ayant fait les bons choix. Mythe d'une vie meilleure pour le plus grand nombre mesurée en terme quantitatif de biens d'équipements. Mythe d'une hexagonalité d'une croissance en réalité largement liée à un échange inégal avec le "tiers monde" et à un pillage des ressources naturelles limitées. Mythe d'une temporalité de trois décennies de bien-être social alors que les orientations et technologies solidifiées après-guerre ont généré une empreinte sanitaire (amiante, pollutions...) et écologique (déchets et radiations nucléaires, changement climatique...) bien plus profonde et durable. Mythe, enfin, d'un large consensus autour de "la modernisation" allant du PCF au Gaullisme en passant par les chrétiens...

«*Une autre histoire des trente glorieuses - Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*» de Sezin Topçu, Céline Pessis, Christophe Bonneuil est paru aux éditions La Découverte – 309 pages. 24 euros.

Anarchistes & anarcho-syndicalistes en Amérique Latine (1860-1930)

Cet ouvrage est le premier volume de la collection America libertaria dont l'objet est de se consacrer à l'étude du mouvement anarchiste, sous ses différentes expressions, en Amérique Latine. Cette première livraison entend donner, au moyen de plusieurs contributions, un aperçu, non exhaustif, de l'influence des conceptions anarchistes sur le mouvement ouvrier – mais aussi paysan – latino-américain (Argentine, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou) au cours de la période 1860-1930, qui fut celle de son apogée.

«*Anarchistes & anarcho-syndicalistes en Amérique Latine (1860-1930)*». Ouvrage collectif co-édité par Nada, Noir et Rouge et les Éditions libertaires. 304 pages. 18 euros.

Contre le colonialisme numérique

Le livre papier est-il mort ? Non. Si le livre papier risque de devenir commercialement obsolète, cela ne signifie pas qu'il soit obsolète cognitivement. N'en déplaise aux colonialistes numériques, les nouveaux formats n'ont pas ouvert de nouveaux horizons de lecture ; au contraire, cette lecture a été volée. Dans cet essai percutant, Roberto Casati montre comment choisir utilement entre des parcours qui captent l'attention et d'autres qui la protègent. C'est pourquoi l'introduction du numérique à l'école doit se faire prudemment et toujours être soumise à des évaluations rigoureuses. L'école et les enseignants n'ont aucune raison de se laisser intimider par la normativité automatique qu'imposent les technologies nouvelles : le "maître électronique" est un mythe. L'école, au contraire, est un espace protégé dans lequel le zapping est exclu. Accéder à l'information, ce n'est pas lire ; lire, ce n'est pas déjà comprendre ; et comprendre, n'est pas encore apprendre. Il nous faut inventer les moyens de résister à la culture de l'impatience.

«*Contre le colonialisme numérique - Manifeste pour continuer à lire*» de Roberto Casati est paru aux Editions Albin Michel. 200 pages. 17 euros.

Misère et décadence des grandes écoles

Loriane Lafont est passée par l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm. Elle décrit les méfaits des nouvelles technologies qui n'épargnent pas l'élite étudiante qui surfe sur internet à longueur de temps. «*En faisant des compilations sur internet, les élèves pensent qu'ils ont effectué le travail de complément aux cours exigé de leurs professeurs. Ils font plutôt gonfler leur base de données que leur mémoire vive*» déplore Loriane Lafont qui, tout en se livrant à une critique générale du système des grandes écoles, pointe «*L'école normale supérieure de la rue, d'Ulm (qui) se transforme peu à peu en une école de commerce qui ne dit pas son nom*».

«*Misère et décadence des grandes écoles*» est paru aux Editions Jean-claude Gawsewitch. 165 pages. 16,90 euros.

Propriété et expropriations

Au coeur même de la crise du capitalisme, se manifeste une volonté de "prendre ses affaires en mains" : on occupe des entreprises, on se saisit de l'outil de travail, on remet en marche la production et on rédige des plans alternatifs. On voit ainsi se manifester ce que Marx désignait comme le «*triomphe*» de l'«*économie politique du travail*» sur l'«*économie politique de la propriété*». Le mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, «*que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés*». Elles ont montré «*que le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé*».

La coopération de toutes et de tous fournit le terreau sur lequel un monde post-capitaliste peut se développer et met à l'ordre du jour l'appropriation et le réorganisation des entreprises décisives. Le renversement du capitalisme et la possible renaissance du communisme sont présents dans les conditions mêmes des luttes actuelles. Tout cela souligne l'intérêt de revisiter les textes de Marx.

«*Propriété et expropriations – Des coopératives à l'autogestion généralisée*» de Karl Marx et Friedrich Engels est préfacé par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka et est paru aux Editions Syllepse. 192 pages. 12 euros.

Satisfait et remboursé !

Comme nous tenions à (dis)paraître dans le respect des principes auxquels nous sommes toujours resté attachés, c'est à dire en faisant les choses de notre mieux, nous avons mis beaucoup de temps à fabriquer ce n° 251. Ce qui a eu pour effet fâcheux de retarder l'information que nous devons à nos lectrices et lecteurs. Mais nous n'avons pas oublié que la cessation de parution de la version papier d'A Contre Courant pouvait léser doublement une partie de nos abonné-e-s.

D'une part parce qu'on va les priver d'éléments d'information et de réflexion qu'ils continuaient à apprécier. Ils nous ont souvent exprimé leur satisfaction en accompagnant leur réabonnement de chaleureux encouragements sans lesquels nous n'aurions pas tenu aussi longtemps.

D'autre part parce qu'ils ont payé un abonnement - ajoutant parfois un soutien financier conséquent - que nous ne servirons pas jusqu'au bout.

Nous avons donc décidé de rembourser intégralement (y compris l'éventuel soutien) à nos abonné-e-s, sur simple demande, la somme qu'ils ont versée à l'occasion de leur dernier (ré) abonnement non encore échu, quel que soit le nombre de numéros restant à servir.

Cela concerne les abonné-e-s dont l'étiquette porte en haut à gauche un nombre supérieur ou égal à 1 252 (les trois derniers chiffres correspondent au numéro de l'échéance de l'abonnement : si le nombre imprimé est 1 251, ou lui est inférieur, l'abonnement est échu); il leur suffira de faire la demande à l'adresse ci-contre ou par courriel; nous leur enverrons alors un chèque à leur nom. Quelques situations particulières ont déjà été traitées, ou le seront, au cas par cas.

En soupçonnant que nos propositions allaient susciter réticences et scrupules chez les personnes concernées, nous avons hésité, et finalement fait ce choix, mais en l'assortissant d'un vœu, pour ne pas dire d'une exigence : nous espérons que les destinataires des sommes que nous rembourserons les utiliseront pour financer, pour eux-mêmes ou pour d'autres, de nouveaux abonnements à la presse alternative !

Pouvons-nous aller jusqu'à conseiller un ou plusieurs titres ? On en connaît d'excellents qui parviendront sans doute à vous faire oublier nos qualités... Mais on préfère néanmoins faire une suggestion, adressée également aux lecteurs non abonnés qui liront ce numéro dans sa version papier ou dans sa version électronique : soutenez, en vous y abonnant, les titres qui s'engageront clairement dans la campagne suggérée pages 14 et 15 du présent numéro. Car ces titres là prouveront qu'ils sont conscients de l'importance de sauver cet espace démocratique qui tire sa vitalité de l'existence d'un réseau de revues alternatives. Des revues sans cesse attaquées, comme nous l'avons été, par ces néolibéraux qui instrumentalisent la CPPAP et la Poste pour accomplir leur sale besogne.

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / R. HAMM
J.M. HEINRICH / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

Abonnez-vous à la presse libre ! Soutenez les médias alternatifs !

CPPAP
n° 0218 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse - PIC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

P R E S S E
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 08/04/2014

Sommaire

- Page 1 [Edito : Ce n'est qu'un début...](#)
Page 2 à 6 . [Aux origines historiques et politiques d'ACC](#)
Page 7 à 11 [Pourquoi nous cessons de paraître](#)
Page 12 et 13 [Presse libre : des régressions programmées sur trois décennies](#)
Page 14 et 15 [Presse libre : reprendre l'offensive](#)
Page 16 [Démocratie participative à Bure ?](#)
Page 17 [Deux documentaires suisses](#)
Page 18 [Exarcheia la noire](#)
Page 18 [La montée des extrêmes](#)
Page 19 [Rencontres et Lectures](#)
Page 20 [Satisfait et remboursé !](#)

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE